



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Avant-projet de loi

Loi sur les services de santé et les services sociaux

Déposé par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Éditeur officiel du Québec
1989

NOTES EXPLICATIVES

Cet avant-projet de loi propose une révision de l'actuelle Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Il énonce les objectifs fondamentaux du système de santé et de services sociaux et les droits de toute personne à l'égard des services de santé et des services sociaux. Il indique les règles applicables en matière d'accessibilité et de confidentialité de leurs dossiers.

Il traite ensuite de l'organisation des établissements de santé et de services sociaux. Il précise leur rôle et définit les centres que ces établissements peuvent exploiter. Il indique de plus les classes auxquelles ces centres peuvent, le cas échéant, appartenir et qualifie de public ou privé, le statut des établissements.

L'avant-projet de loi introduit un nouveau mode d'organisation des conseils d'administration des établissements. Il prévoit ainsi qu'un conseil d'administration pourra administrer divers établissements situés sur un territoire donné, selon les catégories ou classes de centres exploités par ces établissements. Il spécifie en outre que certains établissements seront, à cause de la vocation universitaire des centres qu'ils exploitent, administrés par des conseils d'administration qui leur sont propres. Il précise enfin la composition de ces conseils d'administration, le mode de nomination de leurs membres et les règles de fonctionnement qui leur sont applicables.

L'avant-projet de loi reprend, en les adaptant et en les complétant, les règles relatives à l'organisation des ressources humaines, matérielles et financières des établissements.

Les règles applicables au directeur général d'un établissement sont modifiées pour tenir compte des nouveaux conseils d'administration. Il est prévu que, dorénavant, son mandat ne pourra excéder deux périodes de quatre ans.

Les fonctions des divers comités et conseils établis par la loi actuelle sont reprises et parfois élargies dans le cas notamment du conseil consultatif du personnel clinique et du comité de bénéficiaires. S'y ajoutent certains comités, dont le comité d'établissements composé des directeurs généraux des établissements administrés par le même conseil d'administration. Ce comité aura pour fonction principale d'assurer la coordination des dossiers interétablissements et de fournir des avis au conseil d'administration en ce domaine.

Les ressources intermédiaires qui peuvent être reconnues et développées par les établissements, dont les ressources de type familial, font l'objet d'un chapitre spécifique de l'avant-projet.

Par ailleurs, l'avant-projet de loi reprend les règles régissant actuellement les actes constitutifs des établissements quant à leur création, leur fusion, leur conversion ou leur dissolution. La possibilité pour un établissement de s'intégrer à un autre y est également prévue.

L'avant-projet de loi traite en outre des organismes communautaires. En raison des services qu'ils dispensent, ces organismes pourront se voir accorder des subventions par la régie régionale ou, dans certains cas particuliers, par le ministre.

Au niveau régional, l'avant-projet de loi crée de nouvelles institutions: les régies régionales qui succèdent aux actuels conseils de la santé et des services sociaux et les collèges régionaux.

Le mandat des régies régionales reprend en partie le mandat actuel des conseils de la santé et des services sociaux auxquels elles succèdent, en l'élargissant. Il comprend notamment l'organisation et la mise en oeuvre dans la région des programmes de santé et des services sociaux et l'allocation de budgets aux établissements et aux organismes communautaires.

L'avant-projet de loi prévoit par ailleurs la formation de collèges régionaux, la composition de ceux-ci et la provenance de leurs membres. Ces collèges régionaux ont principalement pour fonctions d'élire les membres du conseil d'administration de la régie régionale et d'approuver les priorités régionales soumises par cette régie.

L'avant-projet de loi précise également le rôle et les fonctions du ministre et reconduit, en les adaptant, les règles actuelles en matière de permis, de financement des services, de réglementation et de surveillance. De plus, le ministre pourra désormais agréer certains centres ou résidences pour personnes âgées et leur attribuer des allocations financières en vue de permettre aux personnes qui y demeurent de recevoir certains services de santé et services sociaux.

L'avant-projet de loi attribue aussi des pouvoirs au gouvernement en matière administrative et réglementaire. Il prévoit également diverses dispositions pénales.

L'avant-projet de loi établit en outre le mode de remplacement du régime antérieur applicable aux établissements et aux conseils de la santé et des services sociaux notamment en ce qui concerne les conseils d'administration des établissements et le remplacement, par les régions régionales, des conseils de la santé et des services sociaux. Il édicte enfin d'autres dispositions transitoires et des dispositions finales de nature technique.

Avant-projet de loi

Loi sur les services de santé et les services sociaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

TITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I

OBJECTIFS DU SYSTÈME DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

1. Le système de services de santé et de services sociaux a pour but l'amélioration de la capacité physique, psychique et sociale des personnes d'agir dans leur milieu et d'accomplir les rôles qu'elles entendent assumer d'une manière acceptable pour elles-mêmes et pour les groupes dont elles font partie.

2. Les services de santé et les services sociaux prévus par la présente loi sont dispensés en vue de:

1° réduire la mortalité due aux maladies et aux traumatismes, réduire la morbidité et les incapacités, agir sur les facteurs déterminants pour la santé, favoriser la réadaptation des personnes et diminuer l'impact des problèmes qui compromettent l'équilibre, l'épanouissement et l'autonomie des personnes;

2° rendre accessibles à toute personne, de manière continue, des services de qualité, de façon à répondre aux besoins des individus, des familles et des groupes sur les plans physique, psychique et social;

3° répondre aux besoins de la population en tenant compte des particularités géographiques, linguistiques, socio-culturelles et socio-économiques des régions;

4° favoriser l'accessibilité à des services de santé et à des services sociaux dans leur langue pour les différentes communautés culturelles du Québec.

3. Pour la réalisation de cette mission, le régime institué par la présente loi a pour objet de :

1° favoriser la participation de la population et des groupes qui s'y forment à l'instauration, à l'administration et au développement des services;

2° assurer un partage adéquat des responsabilités entre les organismes publics, les organismes communautaires et les autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux;

3° favoriser la participation de tous les intervenants des différents secteurs d'activité de la vie collective dont l'action peut avoir un impact sur la santé et le bien-être;

4° assurer la présence des ressources humaines qualifiées et favoriser leur participation au choix des orientations et à la gestion des établissements;

5° favoriser une répartition des ressources humaines, matérielles et financières entre les services, les établissements et les régions qui soit la plus juste et la plus rationnelle possible;

6° promouvoir la recherche et l'enseignement de façon à mieux répondre aux besoins de la population;

7° assurer la prestation des services de santé et des services sociaux de la façon la plus efficace et la plus efficiente possible.

CHAPITRE II

DROITS À L'ÉGARD DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

4. Toute personne a le droit de recevoir des services de santé et des services sociaux adéquats sur les plans à la fois scientifique, humain et social, avec continuité et de façon personnalisée, compte tenu de l'organisation et des ressources humaines, matérielles et financières des établissements qui dispensent ces services.

5. Toute personne a le droit d'être informée de l'existence des services et des ressources disponibles sur son territoire en matière de santé et de services sociaux ainsi que des modalités d'accès à ces services et à ces ressources.

6. Avant de consentir à des soins médicaux ou autres, toute personne ou son représentant a le droit d'être informé sur son état de santé, de connaître les différentes options qui s'offrent à elle ainsi que les risques et les conséquences généralement associés à chacune de ces options.

7. Toute personne dont la vie ou l'intégrité est en danger a le droit de recevoir les soins que requiert son état. Il incombe à tout établissement ou à tout médecin, lorsque demande leur en est faite, de fournir ces soins.

Le consentement aux soins médicaux n'est pas requis en cas d'urgence, lorsque la vie de la personne est en danger, à moins que les soins prévus ne soient inusités et inutiles et que leurs conséquences puissent être intolérables pour la personne.

Il en est de même, en cas d'urgence, lorsque l'intégrité de la personne est en danger et que son consentement ne peut être obtenu en temps utile.

8. Toute personne a le droit de participer à l'élaboration du plan d'intervention visé à l'article 149.

9. Toute personne qui doit recevoir, pour une période prolongée, des services de santé et des services sociaux nécessitant l'intervention de plusieurs ressources et qui appartient aux catégories de bénéficiaires déterminées par règlement a droit à un plan de services individualisé.

Ce plan de services individualisé est élaboré par l'établissement qui dispense la majeure partie des services en cause, en collaboration avec le bénéficiaire ou son représentant, le cas échéant. Il doit indiquer les différents établissements ou organismes concernés, les services qui seront dispensés par chacun d'entre eux ainsi que le nom de la personne responsable de la coordination de l'ensemble de ces services.

Il doit en outre contenir un échéancier relatif à son évaluation et à sa révision. Il peut être modifié en tout temps pour tenir compte de circonstances nouvelles.

10. Le droit d'une personne ou de ses représentants d'exercer un recours contre un établissement, ses administrateurs, employés ou préposés ou un professionnel en raison d'une faute professionnelle ou autre, ne peut faire l'objet d'une renonciation.

Il en est de même à l'égard des ressources intermédiaires.

11. Toute personne a le droit d'être accompagnée et assistée d'une personne de son choix lorsqu'elle désire entreprendre une démarche ou porter plainte relativement à un service dispensé par un établissement ou par toute personne qui y oeuvre.

12. Un établissement ne peut cesser d'héberger un bénéficiaire qui a reçu son congé que si l'état de celui-ci permet son retour à domicile ou si une place lui est assurée dans un centre exploité par un autre établissement ou dans une ressource de type familial où il pourra recevoir les services nécessités par son état.

Sous réserve du premier alinéa, un bénéficiaire doit quitter le centre où il est hébergé dès qu'il reçoit son congé d'un médecin ou d'un dentiste.

13. Toute personne d'expression anglaise a le droit de recevoir en langue anglaise des services de santé et des services sociaux, compte tenu de l'organisation et des ressources humaines, matérielles et financières des établissements qui dispensent ces services et dans la mesure où le prévoit un programme d'accès visé à l'article 241.

14. Sous réserve de toute autre disposition législative applicable, rien dans la présente loi ne limite la liberté qu'a une personne qui réside au Québec de choisir le professionnel ou l'établissement duquel elle désire recevoir des services de santé ou des services sociaux, ni la liberté qu'a un professionnel d'accepter ou non de traiter cette personne.

CHAPITRE III

CONFIDENTIALITÉ DU DOSSIER MÉDICAL OU SOCIAL

15. Le dossier médical ou social d'un bénéficiaire d'un établissement est confidentiel. Nul ne peut en donner ou recevoir communication écrite ou verbale ou y avoir autrement accès, même aux fins d'une enquête, si ce n'est avec l'autorisation expresse ou implicite du bénéficiaire ou encore sur l'ordre du tribunal ou du coroner dans l'exercice de ses fonctions ou dans les cas où une loi ou un règlement prévoit que la communication est nécessaire à son application.

Toutefois un professionnel peut prendre connaissance d'un tel dossier à des fins d'étude, d'enseignement ou de recherche, avec, malgré le paragraphe 5° du deuxième alinéa de l'article 59 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), l'autorisation du directeur des services professionnels de l'établissement qui a la garde du dossier ou, faute d'un tel directeur, avec l'autorisation du directeur général accordée conformément aux critères établis à l'article 125 de cette loi.

Un bénéficiaire a droit d'obtenir que l'établissement fasse parvenir à un autre établissement ou à un médecin ou un dentiste qu'il désigne une copie, un extrait ou un résumé de son dossier, conformément au règlement.

L'établissement qui fournit au bénéficiaire un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant et contenu dans son dossier doit, à la demande de ce bénéficiaire, lui fournir l'assistance d'un professionnel qualifié pour l'aider à comprendre ce renseignement.

16. Un bénéficiaire de 14 ans ou plus a droit d'accès à son dossier médical ou social et l'établissement ne peut lui en refuser l'accès que momentanément si, de l'avis de son médecin traitant, il en résulterait vraisemblablement un préjudice grave à sa santé. Dans ce cas l'établissement, sur la recommandation du médecin traitant, détermine le moment où le dossier ou le renseignement qui y est contenu pourra être communiqué au bénéficiaire et en avise celui-ci.

Un bénéficiaire à qui l'établissement refuse momentanément l'accès à son dossier ou à un renseignement nominatif qui y est contenu peut, par requête, s'adresser à un juge de la Cour du Québec ou à la Commission des affaires sociales instituée par la Loi sur la Commission des affaires sociales (L.R.Q., chapitre C-34) pour qu'il révisé la décision de cet établissement. Il peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information.

Malgré l'article 83 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, un bénéficiaire n'a pas le droit d'être informé de l'existence ni de recevoir communication d'un renseignement nominatif le concernant et contenu dans son dossier qui a été fourni à son sujet par un tiers et dont l'information de l'existence ou la communication permettrait d'identifier le tiers, à moins que ce dernier n'ait consenti par écrit à ce que ce renseignement et sa provenance soient révélés au bénéficiaire.

Le troisième alinéa ne s'applique pas lorsque le renseignement nominatif a été fourni par un professionnel de la santé ou des services sociaux ou par un membre du personnel d'un établissement de santé ou de services sociaux.

17. Un bénéficiaire de moins de 14 ans n'a pas le droit, dans le cadre d'une demande de communication ou de rectification, d'être informé de l'existence, ni de recevoir communication d'un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale le concernant, contenu dans le dossier de l'établissement.

Le premier alinéa n'a pas pour objet de restreindre les communications normales entre un bénéficiaire et un professionnel de la santé ou des services sociaux ou un membre du personnel d'un établissement de santé ou de services sociaux.

Le présent article s'applique malgré le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

18. A droit d'accès au dossier médical ou social d'un bénéficiaire mineur, le titulaire de l'autorité parentale.

Toutefois, un établissement doit refuser au titulaire de l'autorité parentale l'accès au dossier d'un bénéficiaire mineur dans les cas suivants :

1° le bénéficiaire est âgé de moins de 14 ans, il a fait l'objet d'une intervention au sens de l'article 2.3 de la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou il est visé par une décision prise en vertu de cette loi et l'établissement, après avoir consulté le directeur de la protection de la jeunesse, détermine que la communication du dossier du bénéficiaire au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer préjudice à la santé physique ou mentale de ce bénéficiaire;

2° le bénéficiaire âgé de 14 ans ou plus, après avoir été consulté par l'établissement, refuse que le titulaire de l'autorité parentale reçoive communication de son dossier et l'établissement détermine que la communication du dossier du bénéficiaire au titulaire de l'autorité parentale cause ou pourrait causer préjudice à la santé physique ou mentale de ce bénéficiaire.

Le présent article s'applique malgré le deuxième alinéa de l'article 53, l'article 83 et le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

19. Ont droit d'accès au dossier médical ou social d'un bénéficiaire décédé :

1° les héritiers et les représentants légaux de ce bénéficiaire ;

2° la personne ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie de ce bénéficiaire.

Malgré le premier alinéa, les héritiers d'un bénéficiaire ne peuvent recevoir communication du dossier de ce bénéficiaire que pour assurer l'exercice de leurs droits à ce titre.

De même, la personne ayant droit au paiement d'une prestation en vertu d'une police d'assurance sur la vie d'un bénéficiaire ne peut recevoir communication du dossier de ce bénéficiaire que pour établir ses droits à cette prestation.

Les personnes liées par le sang à un bénéficiaire décédé peuvent recevoir les renseignements contenus dans son dossier dans la mesure où cette communication est nécessaire pour vérifier l'existence d'une maladie génétique ou d'une maladie à caractère familial.

Le conjoint, les ascendants et les descendants directs d'un bénéficiaire décédé peuvent recevoir communication des renseignements relatifs à la cause du décès de ce bénéficiaire.

Le présent article s'applique malgré le premier alinéa de l'article 94 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

20. Une personne visée à l'article 18 ou à l'article 19, à qui un établissement refuse de donner accès au dossier d'un bénéficiaire, peut exercer les recours prévus au deuxième alinéa de l'article 16.

TITRE II

LES ÉTABLISSEMENTS

CHAPITRE I

RÔLE DES ÉTABLISSEMENTS ET DE LEURS CENTRES

21. Les établissements ont pour mission de fournir aux bénéficiaires des services de santé ou des services sociaux de qualité, qui soient continus et accessibles et, à cette fin, de gérer avec efficience leurs ressources humaines, matérielles et financières et de collaborer avec les autres intervenants du domaine de la santé et des services sociaux.

22. Toute personne à qui des services de santé ou des services sociaux sont fournis par un établissement est un bénéficiaire aux fins de la présente loi.

23. Sont considérés représentants des bénéficiaires dans les cas prévus par la présente loi :

- 1° le titulaire de l'autorité parentale d'un bénéficiaire mineur ;
- 2° le curateur, le conjoint, le père, la mère, l'enfant majeur ou un autre parent d'un bénéficiaire majeur incapable ;
- 3° le représentant désigné par un bénéficiaire majeur dont l'état de santé ne lui permet pas d'accomplir certaines fonctions prévues à la présente loi.

24. On entend par « établissement » une corporation qui est expressément autorisée par son acte constitutif à offrir les services d'un centre appartenant à l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- 1° un centre local de services communautaires ;
- 2° un centre hospitalier ;
- 3° un centre de services sociaux ;
- 4° un centre d'hébergement et de soins de longue durée ;
- 5° un centre de réadaptation.

On entend également par « établissement » toute autre corporation qui, pour l'exercice de l'une de ses activités, doit être titulaire d'un permis d'exploitation en vertu de la présente loi.

25. Une personne physique ou une société de personnes physiques qui offre les services d'un centre de la catégorie visée aux paragraphes 2°, 4° ou 5° du premier alinéa de l'article 24 est assimilée à un établissement.

26. N'est pas un établissement une personne qui exploite, seule ou avec d'autres, un cabinet privé de professionnel.

Est un cabinet privé de professionnel une installation, située ailleurs que dans un centre visé au présent chapitre, où un ou plusieurs médecins, dentistes ou autres professionnels, individuellement ou en groupe, pratiquent habituellement leur profession à titre privé et à leur seul compte.

27. Le centre local de services communautaires est une installation où l'on assure à la communauté des services de santé et des services sociaux courants, des services à domicile et des services de prévention et d'action sanitaires et sociales.

À cette fin, le centre accueille les personnes qui requièrent de tels services pour elles-mêmes ou pour leurs familles, évalue leurs besoins, prodigue les services au centre lui-même ou à domicile ou, si nécessaire, les dirige vers les centres, les organismes communautaires ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

28. Le centre hospitalier est une installation où l'on reçoit des personnes à des fins de diagnostic médical, de traitement médical et de réadaptation physique ou mentale.

À cette fin, le centre accueille les personnes qui requièrent de tels services, évalue leurs besoins, prodigue les services à l'interne, à l'externe, à domicile ou, si nécessaire, les dirige vers les centres, les organismes communautaires ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

29. Le centre de services sociaux est une installation où l'on fournit aux personnes et aux familles qui font face à des difficultés d'ordre social l'aide requise pour les secourir, en mettant à leur disposition notamment des services de prévention, d'urgence sociale, de consultation et de traitement psychosocial, de réadaptation et d'adaptation, d'adoption, de médiation ou de placement.

À cette fin, le centre accueille les personnes qui requièrent de tels services pour elle-mêmes ou pour leurs familles, évalue leurs besoins, prodigue les services ou, si nécessaire, les dirige vers les centres, les organismes communautaires ou les personnes les plus aptes à leur venir en aide.

30. Le centre d'hébergement et de soins de longue durée est une installation où l'on offre des soins médicaux et infirmiers, des services de réadaptation, de garde, d'observation, d'entretien, d'aide et d'hébergement à des personnes qui, en raison de leur perte d'autonomie, ne peuvent plus vivre dans leur milieu naturel, à l'exception d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres ou adhérents.

31. Le centre de réadaptation est une installation où l'on offre en interne, à l'externe ou à domicile, des services d'adaptation, de réadaptation et de réintégration à des personnes dont l'état en raison de leurs déficiences physiques ou intellectuelles, de leurs difficultés

d'ordre caractériel, psychosocial ou familial est tel qu'elles doivent être protégées, soignées ou gardées en résidence protégée, à l'exception d'une installation maintenue par une institution religieuse pour y recevoir ses membres ou adhérents.

32. Les centres hospitaliers appartiennent à l'une ou l'autre des classes suivantes :

- 1° centre hospitalier général et spécialisé;
- 2° centre hospitalier universitaire;
- 3° centre hospitalier psychiatrique.

33. Le ministre classe centre hospitalier général et spécialisé un centre hospitalier qui offre l'ensemble des services médicaux de base et des services médicaux spécialisés.

34. Le ministre peut classer centre hospitalier universitaire un centre hospitalier qui, en plus d'offrir les services visés à l'article 33, dispense des services ultraspécialisés dans plusieurs disciplines médicales, procède à l'évaluation des technologies de la santé, dispense de l'enseignement médical dans plusieurs spécialités et gère un centre de recherche ou un institut de recherche reconnu par le Fonds de la recherche en santé du Québec institué par l'article 65 de la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., chapitre D-9.1).

35. Le ministre classe centre hospitalier psychiatrique un centre hospitalier dont la fonction principale est d'offrir les services visés à l'article 33 à des personnes souffrant de problèmes de santé mentale.

36. Les centres de réadaptation appartiennent à l'une ou l'autre des classes suivantes, selon la clientèle qu'ils desservent :

- 1° centre de réadaptation pour personnes déficientes intellectuelles;
- 2° centre de réadaptation pour personnes déficientes physiques;
- 3° centre de réadaptation pour personnes toxicomanes;
- 4° centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation;
- 5° centre de réadaptation pour les jeunes mères en difficulté d'adaptation.

37. Le ministre peut reconnaître institut universitaire un centre qui, en plus d'offrir les services propres à un tel centre, dispense des services de pointe dans une discipline particulière, participe à la formation de professionnels oeuvrant dans le domaine de la santé ou des services sociaux, effectue de la recherche et évalue des technologies ou des modes d'intervention.

CHAPITRE II

STATUT DES ÉTABLISSEMENTS

38. Les établissements sont publics ou privés.

39. Est un établissement public tout établissement :

1° constitué en corporation sans but lucratif avant le 1^{er} juin 1972, quelle que soit la loi sous l'autorité de laquelle son acte constitutif a été accordé et qui est visé aux articles 378 à 382;

2° constitué en corporation sans but lucratif après le 1^{er} juin 1972 et dont l'existence est continuée conformément aux articles 374 à 377;

3° constitué en corporation en vertu de la présente loi;

4° résultant d'une fusion ou d'une conversion faite en vertu de la présente loi.

40. Est un établissement privé tout établissement :

1° non constitué en corporation;

2° constitué en corporation à but lucratif;

3° constitué en corporation sans but lucratif et ayant pour objet l'exploitation d'un centre appartenant à l'une des catégories mentionnées au paragraphe 2°, 4° ou 5° du premier alinéa de l'article 24 pourvu que tel centre ne puisse héberger plus de 20 bénéficiaires.

41. Un établissement privé conventionné est un établissement visé à l'article 326.

CHAPITRE III

CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

SECTION I

ORGANISATION

§ 1.—*Formation*

42. Tout établissement public est représenté et ses affaires sont administrées par un conseil d'administration formé conformément aux dispositions de la présente loi.

43. Il est formé un conseil d'administration pour l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'un centre local de services communautaires et qui exploitent les centres suivants:

1° le centre local de services communautaires;

2° un centre hospitalier classé centre hospitalier général et spécialisé ou centre hospitalier psychiatrique;

3° un centre d'hébergement et de soins de longue durée;

4° un centre de réadaptation classé centre de réadaptation pour personnes déficientes intellectuelles, centre de réadaptation pour personnes déficientes physiques ou centre de réadaptation pour personnes toxicomanes.

Le conseil d'administration administre les affaires de chacun de ces établissements.

44. Il est formé un conseil d'administration pour l'ensemble des établissements qui ont leur siège social dans le territoire d'un centre de services sociaux et qui exploitent les centres suivants:

1° le centre de services sociaux;

2° un centre de réadaptation classé centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation ou centre de réadaptation pour les jeunes mères en difficulté d'adaptation.

Le conseil d'administration administre les affaires de chacun de ces établissements.

45. Le gouvernement délimite les territoires de centre local de services communautaires et les territoires de centre de services sociaux.

46. Lorsqu'un établissement dessert plus d'un territoire ou plus d'une clientèle, le ministre détermine, après consultation de la régie régionale de chacun des territoires desservis, le territoire auquel l'établissement appartient.

47. Le gouvernement peut, sur recommandation de la régie régionale du territoire, modifier un territoire de centre local de services communautaires et indiquer les établissements administrés par les conseils d'administration ayant juridiction sur chacun des établissements des nouveaux territoires lorsque l'étendue du territoire ou le nombre de centres qui s'y trouvent, la densité de la population desservie ou les caractéristiques linguistiques et socio-culturelles d'une partie de cette population le justifie.

48. Il est formé un conseil d'administration pour chaque établissement qui exploite un centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire. Malgré les articles 43 et 44, il en est de même pour un établissement qui exploite un centre reconnu institut universitaire.

Ce conseil d'administration administre également tout autre centre exploité par un tel établissement.

§ 2.—*Composition du conseil et mode de désignation de ses membres*

49. Le conseil d'administration des établissements de chaque territoire de centre local de services communautaires est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° quatre personnes élues lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 52;

2° deux personnes nommées par la régie régionale;

3° deux personnes nommées par le ministre;

4° deux personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3° et choisies l'une sur recommandation des comités de bénéficiaires des établissements parmi les membres de ces comités et l'autre sur recommandation des municipalités régionales de comté du territoire ou, à défaut, des villes qui y sont situées;

5° trois personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 4°.

Si aucune des personnes nommées ou élues suivant les paragraphes 1° à 4° du premier alinéa n'est âgée de 65 ans ou plus, une des personnes visées au paragraphe 5° du premier alinéa doit être âgée de 65 ans ou plus.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, une personne visée au paragraphe 1° du premier alinéa est nommée par les membres de cet établissement. Il ne peut être ainsi nommé plus de trois personnes. S'il existe plus de trois établissements de cette nature, trois personnes sont élues par une assemblée constituée de personnes représentant chacune un de ces établissements.

50. Le conseil d'administration des établissements de chaque territoire de centre de services sociaux est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° quatre personnes élues lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 52 dont deux sont des parents d'un bénéficiaire d'un des établissements ;

2° deux personnes nommées par la régie régionale ;

3° une personne nommée par le ministre ;

4° quatre personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3° dont une après consultation d'organismes représentatifs du milieu de la justice et une après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, une personne visée au paragraphe 1° du premier alinéa est nommée par les membres de cet établissement. Il ne peut être ainsi nommé plus de deux personnes. S'il existe plus de deux établissements de cette nature, deux personnes sont élues par une assemblée constituée de personnes représentant chacune un de ces établissements.

51. Le conseil d'administration de chaque établissement reconnu institut universitaire ou de chaque centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire est composé des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur élection ou nomination :

1° trois personnes élues lors de l'assemblée publique tenue en vertu de l'article 52;

2° deux personnes nommées par la régie régionale;

3° deux personnes nommées par le ministre;

4° quatre personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3°, dont une sur recommandation des universités du territoire et une sur recommandation de la fondation liée à l'établissement, le cas échéant.

Si aucune des personnes nommées ou élues suivant les paragraphes 1° à 3° du premier alinéa n'est âgée de 65 ans ou plus, une des personnes visées au paragraphe 4° du premier alinéa doit être âgée de 65 ans ou plus.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, deux personnes visées au paragraphe 1° du premier alinéa sont nommées par les membres de cet établissement.

52. Tout conseil d'administration doit à tous les trois ans, le jour du mois de mai qu'il détermine, tenir une assemblée publique à laquelle il invite la population desservie par tout établissement qu'il administre afin d'élire les personnes visées au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 49, au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 50 ou au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 51, selon le cas.

Le mode de convocation de cette assemblée de même que la procédure d'élection qui doit y être suivie sont déterminés par règlement de la régie régionale.

53. La régie régionale doit prendre les mesures nécessaires à l'application des paragraphes 4° et 5° du premier alinéa de l'article 49, du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 50 ou du paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 51, selon le cas.

54. Si l'élection ou la nomination d'un membre en vertu de la présente sous-section n'a pas lieu, la régie régionale fait la nomination.

55. Toute personne intéressée peut présenter devant la Commission des affaires sociales une requête en contestation ou annulation de toute élection tenue en vertu de la présente sous-section.

La Commission peut confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer une autre personne dûment élue.

Quant la Commission annule l'élection d'un membre sans déclarer une autre personne dûment élue, une nouvelle élection doit être tenue sans délai.

Le membre ainsi élu reste en fonction pour la durée non écoulée du mandat du membre dont l'élection a été annulée.

§ 3.—*Mandat et qualification des membres*

56. Les membres d'un conseil d'administration restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés ou élus de nouveau ou remplacés.

57. Une personne ne peut être membre d'un conseil d'administration si :

1° elle est mineure;

2° elle est un fonctionnaire du ministère de la Santé et des Services sociaux ou reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance-maladie du Québec instituée par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), d'une régie régionale, d'un établissement ou de tout autre organisme dispensant des services reliés au domaine de la santé ou des services sociaux;

3° elle est interdite;

4° elle est en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi sur la protection du malade mental (L.R.Q., chapitre P-41);

5° elle a été déclarée coupable depuis moins de cinq ans pour avoir commis une infraction ou un crime pouvant entraîner jusqu'à trois années de détention;

6° au cours des trois années précédentes, elle a été déchue de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'une régie régionale en vertu du paragraphe 2° de l'article 342;

7° au cours des trois années précédentes, elle a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

Une bourse d'étude, une subvention ou les sommes versées en vertu d'un contrat de recherche ne sont pas réputées être une rémunération aux fins du paragraphe 2° du premier alinéa.

58. Une personne cesse de faire partie d'un conseil d'administration dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination ou à son élection.

59. Tout membre d'un conseil d'administration peut démissionner de son poste en transmettant au secrétaire un avis écrit de son intention. Il y a vacance à compter de l'acceptation de la démission par le conseil d'administration.

60. Tout membre d'un conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui du conseil ou de l'un des établissements qu'il administre doit, sous peine de déchéance de sa charge, dénoncer par écrit son intérêt au conseil et s'abstenir d'y siéger et de participer à toute délibération ou décision lorsqu'une question portant sur l'entreprise dans laquelle il a cet intérêt est débattue.

Le fait pour un membre du conseil d'administration d'être actionnaire minoritaire d'une corporation qui exploite une entreprise visée dans le présent article, ne constitue pas un conflit d'intérêts si les actions de cette corporation se transigent dans une course reconnue et si le membre du conseil d'administration en cause ne constitue pas un initié de cette corporation au sens de l'article 89 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1).

61. Un recours en déchéance de charge visé à l'article 60 ne peut être intenté que par la régie régionale intéressée, par l'établissement intéressé ou par le ministre.

62. Toute vacance survenant moins de deux ans après l'élection ou la nomination d'un membre d'un conseil d'administration est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode d'élection ou de nomination prescrit pour l'élection ou la nomination du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Toute vacance survenant plus de deux ans après l'élection ou la nomination est comblée, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil restant en fonction. À défaut, par le conseil, de combler la vacance, celle-ci peut être comblée par la régie régionale.

Constitue notamment une vacance, l'absence à un nombre de réunions du conseil d'administration déterminé dans ses règles de régie interne, dans les cas et les circonstances qui y sont prévus.

63. Les membres du conseil d'administration ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

§ 4.—*Président, vice-président et secrétaire*

64. Les membres d'un conseil d'administration élisent parmi eux, chaque année, un président et un vice-président qui agissent aussi comme président et vice-président de chacun des établissements que le conseil administre.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir temporaire du président, le vice-président en exerce les fonctions.

65. Le directeur général de l'un des établissements administré par le conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires est nommé par le conseil d'administration secrétaire de ce conseil.

Il prend part aux délibérations du conseil d'administration, mais il n'a pas droit de vote. Son mandat à titre de secrétaire du conseil d'administration est d'un an. Il ne peut être renouvelé.

Le premier et le deuxième alinéas s'appliquent au conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre de services sociaux.

66. Le directeur général d'un établissement qui exploite un centre hospitalier universitaire ou un établissement reconnu institut universitaire est d'office secrétaire du conseil d'administration de celui-ci.

Il prend part aux délibérations du conseil d'administration, mais il n'a pas droit de vote.

SECTION II

OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

67. Les membres du conseil d'administration doivent agir dans les limites des pouvoirs qui leur sont conférés, avec soin, prudence,

diligence et compétence comme le ferait en pareilles circonstances une personne raisonnable, avec honnêteté, loyauté et dans l'intérêt de l'établissement ou, selon le cas, de l'ensemble des établissements qu'ils administrent et de la population desservie.

68. Les établissements doivent souscrire, selon les disponibilités du marché, pour le bénéfice des membres du conseil d'administration et de leur succession une assurance couvrant la responsabilité que ces personnes peuvent engager en raison de leurs fonctions.

69. Les établissements assument la défense d'un membre du conseil d'administration qui est poursuivi par un tiers pour un acte accompli dans l'exercice de ses fonctions.

Toutefois, lors d'une poursuite pénale ou criminelle, les établissements n'assument le paiement des dépenses d'un membre du conseil d'administration que lorsque celui-ci avait des motifs raisonnables de croire que sa conduite était conforme à la loi ou qu'il a été libéré ou acquitté, ou que la poursuite a été retirée ou rejetée.

70. Tout conseil d'administration doit tenir au moins une fois par année une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population desservie par tout établissement qu'il administre.

Les membres du conseil d'administration doivent alors présenter à la population, conformément aux règlements, les renseignements prescrits quant aux états financiers de tout établissement que le conseil administre. Ils doivent en outre répondre aux questions qui leur sont adressées relativement à ces états financiers et aux services fournis par chacun des établissements.

Le mode de convocation de cette séance de même que la procédure qui doit y être suivie sont déterminés par règlement de la régie régionale.

71. Un conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires ou d'un territoire de centre de services sociaux peut tenir plusieurs séances publiques d'information s'il estime que l'étendue du territoire couvert, la densité de la population invitée à participer ou la nature des services rendus aux bénéficiaires, le justifie.

72. Le conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires ou d'un

territoire de centre de services sociaux doit inviter le directeur général d'un établissement à prendre part aux délibérations du conseil chaque fois que ce conseil discute de dossiers ou prend des décisions qui concernent cet établissement.

73. Dans le cas d'un établissement visé au paragraphe 1° de l'article 39 et qui est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, le conseil d'administration doit aviser les membres de l'établissement de toute mesure susceptible de réduire la valeur des actifs immobiliers ou de modifier la destination de l'établissement.

Le conseil d'administration ne peut aliéner des actifs immobiliers d'un tel établissement ni en changer la destination sans l'accord d'au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres de l'établissement.

74. Dans le cas d'un établissement visé au paragraphe 1° de l'article 39, le conseil d'administration détermine, par règlement, les conditions d'admission des membres de l'établissement, leurs droits et obligations ainsi que les critères ou conditions relatifs à leur démission, suspension ou exclusion.

Ce règlement doit être soumis à l'approbation des membres de l'établissement.

SECTION III

FONCTIONNEMENT

§ 1.—*Séances*

75. La procédure de convocation des séances du conseil d'administration est déterminée par règlement du conseil et soumise à l'approbation de la régie régionale.

Le conseil d'administration se réunit au moins dix fois par année aux époques qu'il détermine. Il doit toutefois se réunir à la demande du président ou à la demande écrite du tiers de ses membres en fonction.

Il doit inviter, au moins deux fois par année, le conseil consultatif du personnel clinique à le rencontrer afin de discuter des recommandations faites par celui-ci et du bilan de ses activités.

Il doit faire de même à l'égard du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

76. Les séances d'un conseil d'administration sont publiques; toutefois, le conseil peut décréter le huis clos pour étudier tout sujet qui peut causer préjudice à une personne.

Le président dirige les séances du conseil d'administration.

77. Le quorum aux séances du conseil d'administration est constitué de la moitié de ses membres en fonction, dont le président ou le vice-président.

78. Sous réserve de l'article 99, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Le membre qui s'abstient de voter relativement à une proposition est réputé avoir voté contre celle-ci.

79. En cas d'urgence, une résolution écrite et signée par tous les membres du conseil d'administration a la même valeur que si elle avait été prise en séance.

Cette résolution est conservée avec les procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration.

§ 2.—*Comités du conseil*

1. Comité administratif

80. Un conseil d'administration peut, par règlement, instituer un comité administratif et déterminer les fonctions, pouvoirs et devoirs de ce comité.

Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, qui le préside, et d'au moins quatre membres du conseil d'administration nommés annuellement par les membres de ce conseil réunis en assemblée générale.

81. Le secrétaire du conseil d'administration peut, lors des séances du comité administratif, prendre part aux délibérations, mais il n'a pas droit de vote.

82. Une personne cesse d'être membre du comité administratif dès qu'elle perd la qualité nécessaire pour y siéger.

83. Sous réserve de l'article 82, les membres du comité administratif demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur

mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés, pourvu qu'ils demeurent membres du conseil d'administration.

84. Toute vacance parmi les membres du comité administratif est comblée, pour la durée non écoulée du mandat, en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer.

2. Comité d'établissements

85. Un conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires ou d'un territoire de centre de services sociaux doit instituer un comité d'établissements formé du directeur général de chaque établissement ou, en son absence, d'un cadre supérieur désigné par le conseil.

Le secrétaire du conseil d'administration est d'office président du comité d'établissements.

86. Le comité d'établissements a pour fonctions :

1° d'assurer le suivi des décisions du conseil d'administration relatives aux dossiers nécessitant une coordination interétablissements;

2° de formuler des avis au conseil d'administration en vue d'établir des politiques intégrées de traitement à l'égard des dossiers des établissements portant sur des sujets d'importance générale, tels les dossiers relatifs aux immobilisations, aux ressources humaines, aux systèmes d'information et au contrôle budgétaire;

3° de fournir des avis au conseil d'administration quant à l'impact éventuel, à l'égard d'un établissement particulier, de décisions relatives aux dossiers communs;

4° de fournir des avis au conseil d'administration quant à l'impact éventuel de toute décision relative à un établissement particulier à l'égard de tout autre établissement administré par le conseil.

Une personne cesse d'être membre du comité d'établissements dès qu'elle perd la qualité nécessaire pour y siéger.

Le conseil d'administration détermine les règles de fonctionnement de ce comité.

3. Autres comités

87. Un conseil d'administration peut instituer tout autre comité qu'il juge nécessaire au bon fonctionnement de tout établissement qu'il administre.

Il détermine, par règlement, la composition et les fonctions d'un comité institué en vertu du présent article ainsi que les modalités de mise en place, de fonctionnement et de financement de ce comité.

§ 3.—*Documents et archives*

88. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par celui-ci et signés par le président et le secrétaire sont authentiques. Il en est de même des copies ou extraits certifiés conformes par le président ou par le secrétaire.

Les procès-verbaux indiquent les établissements liés par une décision du conseil d'administration. À défaut d'une telle mention, tous les établissements sont considérés liés par la décision.

89. Un établissement doit tenir et conserver à son siège social un registre des noms, adresses et occupations des membres du conseil d'administration et, le cas échéant, des membres de l'établissement, ainsi que des livres dans lesquels sont inscrits les règlements de l'établissement, les procès-verbaux des séances du conseil d'administration et, le cas échéant, ceux du comité administratif et ceux des assemblées des membres de l'établissement.

90. Le secrétaire d'un conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires ou d'un territoire de centre de services sociaux est tenu de transmettre, sur demande, à tout établissement, copie de tout document faisant partie des archives du conseil d'administration et qui concerne cet établissement.

91. Aucun acte, document ou écrit n'engage un établissement s'il n'est signé par le président, le directeur général ou, dans la mesure que le conseil d'administration détermine par règlement, par un membre du personnel de cet établissement.

CHAPITRE IV

ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES DES
ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

LES DIRECTEURS

§ 1.—*Le directeur général*

92. Le directeur général d'un établissement public est nommé par le conseil d'administration.

Le directeur général d'un établissement privé est nommé par le titulaire du permis d'exploitation de l'établissement.

93. Le directeur général d'un établissement public est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de l'administration et du fonctionnement de l'établissement. Il doit mettre en place un mode d'organisation propre à assurer la prestation des services de santé ou des services sociaux à la population, compte tenu de la vocation de l'établissement.

Il doit notamment :

1° assurer la mise à exécution des résolutions du conseil d'administration et du comité administratif, le cas échéant ;

2° préparer et soumettre pour approbation au conseil d'administration le plan d'organisation de l'établissement ;

3° préparer les prévisions budgétaires de l'établissement, les transmettre au conseil d'administration et voir à l'exécution des dépenses conformément au budget approuvé ;

4° sauf pour les personnes visées au deuxième alinéa de l'article 128 ainsi que les pharmaciens et le chef du département de pharmacie d'un centre hospitalier et sauf lorsqu'il est autrement prévu par règlement pour d'autres centres, sélectionner et engager les membres du personnel, y compris les cadres autres que les cadres supérieurs et adresser au conseil d'administration des recommandations sur l'engagement et la nomination des cadres supérieurs conformément aux règlements pris en vertu de l'article 352 ;

5° voir à la mise en vigueur et à l'opération d'un système efficace de gestion et de contrôle pour la conservation et l'utilisation des ressources de l'établissement ;

6° signer au nom de l'établissement les contrats autorisés par le conseil d'administration ou par le comité administratif, le cas échéant ;

7° préparer, en concertation avec le personnel de l'établissement, le plan d'action annuel pour le développement de ce personnel ;

8° favoriser la participation des ressources humaines à la gestion de l'établissement et à l'organisation du travail ;

9° transmettre, le cas échéant, aux chefs des départements cliniques des informations sur les conséquences administratives et financières des activités des médecins et dentistes de leur département ;

10° le cas échéant, rencontrer périodiquement le comité de bénéficiaires pour le renseigner sur l'administration générale de l'établissement.

94. L'article 93 s'applique, en l'adaptant, au directeur général d'un établissement privé.

95. Le directeur général d'un établissement public ne peut être nommé pour plus de deux mandats d'une durée maximum de quatre ans chacun.

96. Le directeur général d'un établissement public ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et celui de l'établissement. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce ou, qu'après en avoir informé le conseil d'administration, il en dispose dans les délais fixés par celui-ci.

Un directeur général déchu de sa charge devient inhabile à occuper une charge ou un emploi de cadre dans tout établissement public ou régie régionale pour la période d'inhabilité déterminée par le jugement. Cette période ne peut excéder trois ans.

Le conseil d'administration d'un établissement public doit, dès qu'il constate qu'un directeur général se trouve en conflit d'intérêts, prendre des mesures afin d'intenter un recours en déchéance de charge contre lui. Il doit en outre, dans les dix jours qui suivent, en informer par écrit le ministre en lui indiquant la nature du cas et les mesures qu'il a prises.

L'article 61 s'applique au recours en déchéance de charge.

97. Le directeur général d'un établissement public doit, sous peine de déchéance de sa charge, s'occuper exclusivement du travail de l'établissement et des devoirs de sa fonction.

Il peut toutefois occuper un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service si aucune rémunération ou aucun avantage quelconque, direct ou indirect, ne lui est accordé de ce fait.

Un directeur général peut de même, avec l'autorisation du conseil d'administration, occuper hors du domaine de la santé ou des services sociaux un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service pour lequel une rémunération lui est versée ou un avantage quelconque, direct ou indirect, lui est accordé.

Il peut aussi, avec l'autorisation du ministre et du conseil d'administration, occuper dans le domaine de la santé ou des services sociaux un autre emploi, charge ou fonction ou fournir un autre service pour lequel une rémunération lui est versée ou un avantage quelconque, direct ou indirect, lui est accordé. Toutefois, seule l'autorisation du conseil d'administration est requise, s'il s'agit d'une charge ou d'une fonction occupée au sein d'une association regroupant la majorité des établissements exploitant des centres d'une même catégorie ou au sein d'une association de directeurs généraux des services de santé et des services sociaux reconnue par décret à des fins de relations de travail.

Il peut également occuper une charge publique élective.

L'article 61 s'applique au recours en déchéance de charge.

98. Le conseil d'administration d'un établissement public doit, dès qu'il constate que le directeur général de cet établissement contrevient à l'une des règles prévues à l'article 97, le suspendre sans traitement ou prendre des mesures afin d'intenter un recours en déchéance de charge contre lui, selon la gravité de la contravention. Il doit en outre, dans les dix jours qui suivent, en informer le ministre en lui indiquant la nature du cas et les mesures qu'il a prises. Une suspension imposée en vertu du présent alinéa peut varier de trois à six mois.

Un directeur général déchu de sa charge devient inhabile à occuper une charge ou un emploi dans tout établissement public ou toute régie régionale pour la période d'inhabilité déterminée par le jugement. Cette période ne peut excéder trois ans.

99. Le conseil d'administration d'un établissement public ne peut destituer un directeur général ou réduire son traitement que par

une résolution adoptée par le vote d'au moins les deux tiers de ses membres à une assemblée convoquée à cette fin.

Le directeur général d'un établissement public ne peut assister à une réunion du conseil d'administration de l'établissement lorsque celui-ci discute ou décide de sa destitution, de sa suspension, de sa rémunération, du renouvellement de son engagement ou de ses autres conditions de travail.

§ 2.—*Le directeur des services professionnels*

100. Un directeur des services professionnels est nommé dans tout centre hospitalier ou dans toute autre catégorie de centres dont le plan d'organisation le prévoit.

Le conseil d'administration nomme ce directeur après avoir pris l'avis du conseil consultatif du personnel clinique et, le cas échéant, du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

S'il s'agit d'un établissement affilié à une université, le conseil prend aussi l'avis de cette université.

101. Le directeur des services professionnels doit, sous l'autorité du directeur général :

1° diriger, coordonner et surveiller les activités des chefs de département clinique prévues à l'article 128 et coordonner avec les autres directeurs concernés, sous réserve du plan d'organisation, l'activité professionnelle et scientifique du centre ;

2° appliquer les sanctions administratives prévues au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 128 et en informer, le cas échéant, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et les chefs de département clinique ;

3° surveiller, le cas échéant, le fonctionnement des comités du conseil consultatif du personnel clinique et du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs fonctions et, dans le cas du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, s'assurer qu'il contrôle adéquatement les actes médicaux, dentaires et pharmaceutiques posés dans le centre ;

4° assumer toutes autres fonctions prévues au plan d'organisation de l'établissement ;

5° prendre toutes les mesures pour faire en sorte qu'un examen, une autopsie ou une expertise exigé en vertu de la Loi sur la recherche

des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2) soit effectué.

102. Le directeur des services professionnels d'un centre hospitalier doit être un médecin.

§ 3.—*Les autres directeurs*

103. Un directeur de soins infirmiers est nommé dans tout centre hospitalier. Le conseil d'administration nomme ce directeur après avoir pris l'avis du directeur général. Ce directeur doit être membre de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec; il exerce les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements.

104. Si le plan d'organisation d'un centre le prévoit, le conseil d'administration nomme, après avoir pris l'avis du directeur général, un directeur des soins infirmiers, un directeur des services hospitaliers et un directeur des services administratifs. Ils exercent les fonctions prévues au plan d'organisation et aux règlements.

SECTION II

LES CONSEILS ET COMITÉS DE L'ÉTABLISSEMENT

§ 1.—*Le conseil consultatif du personnel clinique*

105. Un conseil consultatif du personnel clinique est institué pour chaque établissement. Ce conseil est composé de toutes les personnes faisant partie du personnel clinique de l'établissement.

Font partie du personnel clinique, les personnes titulaires d'un diplôme de niveau collégial ou universitaire et qui occupent pour l'établissement des fonctions caractéristiques du secteur d'activités couvert par ce diplôme et reliées directement aux services de santé, aux services sociaux, à la recherche ou à l'enseignement ainsi que les personnes qui exercent pour l'établissement des activités professionnelles d'infirmières ou infirmiers auxiliaires.

Toutefois, un médecin, un dentiste ou un pharmacien ne fait pas partie du personnel clinique d'un établissement lorsqu'un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est institué pour cet établissement.

106. Le conseil consultatif du personnel clinique a pour fonctions de faire des recommandations au conseil d'administration sur:

1° l'organisation scientifique et technique de l'établissement;

2° les mesures à mettre en oeuvre pour améliorer la qualité des services offerts par l'établissement ;

3° le perfectionnement de ses membres ;

4° la gestion et la définition des orientations de l'établissement.

107. Les pouvoirs du conseil consultatif du personnel clinique sont exercés par un comité exécutif formé de cinq personnes faisant partie du personnel clinique, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels, le cas échéant. Dans le cas d'un établissement où il y a un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, ce comité comprend en plus un médecin ou un dentiste désigné par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

108. Le conseil consultatif du personnel clinique peut édicter des règles de régie interne, ainsi que des règles pour la création de comités et leur fonctionnement. Ces règles entrent en vigueur à la date de leur approbation par le conseil d'administration.

§ 2.—*Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens*

109. Doit être institué dans chaque centre hospitalier où exercent au moins trois médecins ou dentistes et dans chaque centre local de services communautaires où exercent au moins cinq médecins ou dentistes un conseil des médecins, dentistes et pharmaciens. Un tel conseil peut être institué dans toute autre catégorie de centres où exercent au moins deux médecins et un pharmacien.

Ce conseil est composé de tous les médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent dans le centre et, s'il s'agit d'un centre hospitalier, qui jouissent du statut requis par règlement.

110. Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens est responsable envers le conseil d'administration, conformément aux normes déterminées par règlement de ce dernier :

1° du contrôle et de l'appréciation des actes médicaux, dentaires et pharmaceutiques posés dans le centre ;

2° du maintien de la compétence des médecins, dentistes et pharmaciens qui exercent dans le centre ;

3° de faire les recommandations nécessaires afin que les services médicaux, dentaires et pharmaceutiques soient distribués de façon appropriée ;

4° de faire des recommandations sur l'organisation scientifique et technique de l'établissement ainsi que sur tout projet susceptible d'avoir un impact sur celle-ci;

5° de donner son avis sur les règles de soins médicaux et dentaires, sur les services pharmaceutiques ainsi que sur les règles d'utilisation des ressources élaborées par un chef de département clinique;

6° d'établir les modalités d'un système de garde permanent dans le centre.

Dans l'exercice de ses fonctions, le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens tient compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux bénéficiaires, de l'organisation de l'établissement et des ressources dont dispose cet établissement.

111. Les pouvoirs du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, dans un centre comptant plus de cinq médecins ou dentistes, sont exercés par un comité exécutif formé de cinq médecins, dentistes ou pharmaciens désignés par le conseil, du directeur général de l'établissement et du directeur des services professionnels, le cas échéant.

Le comité exécutif doit notamment exercer les fonctions prévues par règlement.

112. Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens peut édicter des règles de régie interne, ainsi que des règles pour la création de comités et leur fonctionnement. Ces règles entrent en vigueur à la date de leur approbation par le conseil d'administration.

Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens d'un centre hospitalier doit constituer les comités déterminés par règlement.

Malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les dossiers et procès-verbaux du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et de chacun de ses comités, qui concernent l'exercice des responsabilités décrites aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 110, sont confidentiels. Nul ne peut en prendre connaissance sauf les membres du conseil et de ses comités, la Commission des affaires sociales ou les représentants d'une corporation professionnelle dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées par la loi. Le comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens a accès aux dossiers et procès-verbaux de ces comités.

§ 3.—*Le comité consultatif à la direction générale*

113. Tout établissement public institue un comité consultatif à la direction générale.

La composition de ce comité est prévue par règlement et peut varier suivant la catégorie ou la classe du centre. Toutefois le comité doit assurer une représentation équitable des diverses catégories d'employés et des personnes oeuvrant dans le centre.

114. Le comité consultatif à la direction générale a pour fonctions de faire des recommandations au directeur général de l'établissement quant :

1° aux orientations et aux priorités de l'établissement ;

2° aux moyens à mettre en oeuvre pour assurer la complémentarité des services offerts par l'établissement avec ceux offerts par les autres établissements ;

3° aux implications administratives et financières des activités des médecins et dentistes dans le centre, le cas échéant ;

4° à la répartition des lits dans le centre, le cas échéant ;

5° à l'élaboration du plan d'organisation de l'établissement ;

6° au personnel de l'établissement et au plan d'action annuel pour le développement du personnel.

§ 4.—*Le comité de bénéficiaires*

115. Tout établissement qui exploite un centre hospitalier psychiatrique, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation doit mettre sur pied un comité de bénéficiaires et lui accorder le budget particulier fixé à cette fin dans son budget total.

Ce comité se compose de cinq membres élus par les bénéficiaires du centre. Deux de ces membres doivent être des bénéficiaires ou leurs représentants. Un des membres doit être un parent ou tuteur de bénéficiaires et deux autres membres doivent être des bénévoles oeuvrant dans le centre.

116. Le mandat des membres d'un comité de bénéficiaires est d'un an et peut être renouvelé deux fois.

117. Une personne ne peut être membre d'un comité de bénéficiaires si:

1° elle est mineure;

2° elle est un fonctionnaire du ministère de la Santé et des Services sociaux ou reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, d'une régie régionale, d'un établissement ou de tout autre organisme dispensant des services reliés au domaine de la santé ou des services sociaux;

3° elle est interdite;

4° elle est en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi sur la protection du malade mental.

Le paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas dans un centre où la majeure partie des bénéficiaires sont mineurs.

118. Le directeur général de l'établissement doit favoriser le bon fonctionnement du comité de bénéficiaires et informer par écrit de l'existence d'un tel comité, chaque bénéficiaire, un parent ou le tuteur d'un bénéficiaire mineur ou un parent ou le représentant d'un bénéficiaire dont l'état de santé ne lui permet pas de faire partie d'un comité.

Il doit permettre au comité de bénéficiaires d'utiliser un local pour ses réunions et lui donner la possibilité de conserver ses dossiers d'une manière confidentielle.

119. Les fonctions du comité de bénéficiaires sont de:

1° défendre les intérêts collectifs des bénéficiaires ou, à la demande d'un bénéficiaire, ses intérêts en tant que bénéficiaire auprès de l'établissement ou de toute autorité compétente;

2° représenter, accompagner et assister, sur demande, un bénéficiaire dans toute démarche qu'il entreprend y compris lorsqu'il désire porter une plainte prévue au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 238;

3° participer à l'amélioration de la qualité des conditions de vie des bénéficiaires;

4° renseigner les bénéficiaires sur l'administration générale de l'établissement.

Le comité de bénéficiaires doit, en outre, établir ses règles de fonctionnement et faire un rapport annuel de ses activités au conseil d'administration.

SECTION III

LES PLANS

120. Tout établissement doit préparer un plan d'organisation. Ce plan décrit les structures administratives de l'établissement, ses directions, services et départements ainsi que tout autre élément exigé par la présente loi ou les règlements.

Un tel plan d'organisation doit être soumis à la régie régionale et, à sa demande, au ministre.

121. Le plan d'organisation d'un centre hospitalier doit de plus prévoir la formation de départements cliniques et de services cliniques de même que le nombre de médecins et dentistes qui peuvent exercer leur profession dans chacun de ces départements et services en fonction du permis de l'établissement, des ressources financières dont il dispose et du plan régional d'effectifs médicaux approuvé par le ministre.

Cette partie du plan d'organisation doit, après consultation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et, le cas échéant, après consultation de l'université à laquelle est affilié l'établissement, être transmise à la régie régionale qui l'approuve avec ou sans modification.

Cette partie du plan d'organisation doit être révisée au moins à tous les trois ans.

122. Le plan d'organisation d'un centre local de services communautaires, d'un centre de réadaptation ou d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée doit de plus prévoir, le cas échéant, le nombre de médecins et de dentistes qui peuvent exercer leur profession dans le centre en fonction du permis de l'établissement, des ressources financières dont il dispose et du plan régional d'effectifs médicaux approuvé par le ministre.

Cette partie du plan d'organisation doit être transmise par l'établissement à la régie régionale qui l'approuve avec ou sans modification.

Cette partie du plan d'organisation doit être révisée au moins à tous les trois ans.

123. Tout établissement public doit préparer annuellement un plan d'action pour le développement du personnel.

Ce plan doit identifier les objectifs et les moyens en vue d'assurer la participation du personnel de l'établissement à l'orientation et à la gestion de celui-ci et contenir des mesures relatives à l'accueil du personnel, à leur perfectionnement et à leur mobilité.

124. Le plan d'action pour le développement du personnel doit être préparé avec la participation des représentants des principaux groupes d'employés de l'établissement.

125. Le plan d'action pour le développement du personnel doit être déposé au comité consultatif à la direction générale et être adopté par le conseil d'administration de l'établissement.

126. L'établissement public institue un comité chargé de vérifier la qualité de la gestion de ses ressources humaines et le respect du plan d'action pour le développement du personnel.

SECTION IV

LES DÉPARTEMENTS CLINIQUES DES CENTRES HOSPITALIERS

127. Tout département clinique d'un centre hospitalier est dirigé par un chef qui doit être médecin ou dentiste, sauf le département clinique de biochimie dont le chef peut être un biochimiste clinique. Le chef de département est nommé pour au plus quatre ans par le conseil d'administration du centre, après consultation des médecins, dentistes ou, le cas échéant, des biochimistes cliniques exerçant dans le département, du directeur des services professionnels du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et, le cas échéant, de l'université à laquelle l'établissement est affilié.

128. Sous l'autorité du directeur des services professionnels du centre hospitalier, le chef de département clinique :

1° s'assure de la distribution des soins médicaux et dentaires dans son département ;

2° coordonne, sous réserve de l'article 110, les activités professionnelles des médecins, des dentistes et, le cas échéant, des biochimistes cliniques de son département ;

3° sous réserve du deuxième alinéa, gère les ressources de son département dans la mesure prévue par le plan d'organisation de l'établissement;

4° élabore, pour son département, des règles d'utilisation des ressources du centre; ces règles peuvent prévoir des sanctions administratives ayant pour effet notamment de limiter ou de suspendre le droit d'un médecin ou d'un dentiste d'utiliser les ressources du centre;

5° informe, le cas échéant, le directeur des services professionnels et le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'inobservation, par un médecin ou un dentiste de son département, des règles sur l'utilisation des ressources.

Le chef du département clinique de radiologie et le chef du département clinique de laboratoires de biologie médicale gèrent les ressources de leur département clinique dans la mesure prévue par règlement ou, à défaut, par le plan d'organisation de l'établissement. La gestion d'une partie ou de la totalité des ressources du département clinique de radiologie ou du département clinique de laboratoires de biologie médicale peut, dans la mesure prévue par règlement, être confiée par le directeur des services professionnels à une personne autre que le chef de ces départements cliniques.

Les règles d'utilisation des ressources doivent notamment prévoir qu'aucun lit ne peut être réservé à un médecin ou à un dentiste particulier pour des bénéficiaires traités par lui et, qu'en cas de nécessité, le directeur des services professionnels ou son représentant peut désigner un département ou un service dans lequel un lit doit être mis à la disposition d'un bénéficiaire.

Les règles d'utilisation des ressources entrent en vigueur à la date de leur approbation par le conseil d'administration qui prend, au préalable, l'avis du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

129. Sous l'autorité du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le chef de département clinique:

1° surveille la façon dont s'exercent la médecine et l'art dentaire dans son département;

2° élabore, pour son département, des règles de soins médicaux et dentaires qui tiennent compte de la nécessité de rendre des services adéquats aux bénéficiaires, de l'organisation et des ressources dont dispose l'établissement.

À défaut de chef de département clinique ou lorsque celui-ci est un biochimiste clinique, les responsabilités prévues au premier alinéa sont exercées par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

Les règles visées dans le paragraphe 2° du premier alinéa doivent prévoir que l'exercice professionnel des médecins et des dentistes des divers départements cliniques doit répondre à des règles de soins uniques.

Ces règles sont soumises à l'approbation du conseil d'administration; celui-ci peut les approuver ou en refuser l'approbation après avoir pris l'avis du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens.

SECTION V

LE DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE DES CENTRES HOSPITALIERS

130. Le ministre désigne, après consultation des régies régionales, les centres hospitaliers où un département de santé communautaire doit être institué et détermine le territoire desservi par chacun de ces départements.

131. Le département de santé communautaire a pour rôle d'identifier, en fonction des facteurs déterminants de la santé, des objectifs de santé propres à la population de son territoire.

Il exerce, en vue de la réalisation de ces objectifs, des activités de prévention, de promotion et de protection de la santé auprès du public et des milieux du travail en favorisant la participation de la population, de professionnels des diverses disciplines en cause et de représentants des divers secteurs d'activité.

132. Tout département de santé communautaire est dirigé par un chef nommé pour au plus quatre ans par le conseil d'administration, après consultation de la régie régionale, des médecins oeuvrant dans le département, du directeur des services professionnels, du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens et, le cas échéant, de l'université à laquelle l'établissement est affilié.

Le chef de ce département doit être un médecin spécialiste, titulaire d'un diplôme dans le domaine de la santé publique ou de la santé communautaire.

133. En collaboration avec les établissements et en tenant compte des responsabilités de la régie régionale et des priorités qu'elle a établies, le département de santé communautaire doit notamment :

1° tenir à jour, analyser et fournir à la régie régionale des informations sur l'état de santé de la population du territoire du département;

2° identifier les problèmes de santé de cette population;

3° élaborer, implanter et évaluer des programmes de prévention et de promotion de la santé;

4° exercer les fonctions en matière de santé publique qui lui sont confiées par le responsable régional de la protection de la santé publique;

5° exercer les fonctions en matière de santé et de sécurité au travail ou en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles qui lui sont confiées par une loi ou par un règlement.

134. Le chef du département de santé communautaire d'une région est d'office responsable de la protection de la santé publique de cette région.

Lorsqu'une région compte plus d'un département de santé communautaire, le ministre désigne l'un des chefs de ces départements à titre de responsable de la protection de la santé publique de la région.

135. Le responsable de la protection de la santé publique d'une région a pour principales fonctions:

1° de surveiller et de contrôler les maladies infectieuses;

2° de surveiller et de contrôler les risques chimiques, biologiques et physiques qui peuvent mettre en danger la santé publique;

3° d'intervenir en situation d'urgence;

4° de coordonner les actions requises en matière de protection de la santé publique avec les autres instances concernées.

136. Afin de développer une expertise dans des champs de spécialisation particuliers notamment les maladies infectieuses, la santé environnementale, la promotion de la santé ou la santé au travail, le ministre peut désigner centres d'excellence certains départements de santé communautaire.

SECTION VI

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MÉDECINS, DENTISTES ET PHARMACIENS

137. Un médecin ou un dentiste peut exercer sa profession dans un centre exploité par un établissement dès sa nomination par le conseil d'administration; il jouit du statut et des privilèges qui lui sont accordés par le conseil d'administration, après recommandation du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens s'il y en a un.

Si le médecin ou le dentiste exerce dans un centre hospitalier, le statut et les privilèges qui peuvent lui être accordés le sont conformément au règlement.

De plus, la jouissance des privilèges est assujettie au respect des règles approuvées par le conseil d'administration.

Un médecin ou un dentiste, autre qu'un cadre de l'établissement, n'est pas considéré comme faisant partie du personnel de l'établissement.

138. L'engagement d'un pharmacien par un établissement qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée doit avoir préalablement été recommandé par le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens s'il y en a un. Le statut accordé au pharmacien au sein de ce conseil est déterminé conformément au règlement.

139. Le directeur des services professionnels, le président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, un chef de département clinique ou, dans le cas d'un pharmacien, le chef du département de pharmacie peut, en cas d'urgence, accorder temporairement à un médecin, dentiste ou pharmacien, l'autorisation d'exercer sa profession dans un centre hospitalier ou dans un centre d'hébergement et de soins de longue durée. Dans ce cas, la personne qui a accordé cette autorisation doit en aviser immédiatement le directeur général.

Lorsque le délai pour l'obtention de cette autorisation risque d'être préjudiciable à un bénéficiaire, tout médecin, dentiste ou pharmacien peut, sans cette autorisation, donner les soins ou les services requis par l'état du bénéficiaire.

140. Un médecin, dentiste ou pharmacien qui désire exercer sa profession dans un centre hospitalier doit adresser au directeur général un formulaire de demande de nomination conformément au règlement.

Le comité d'examen des titres du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, dont la composition est déterminée par règlement, étudie la demande du candidat et fait rapport au conseil des médecins, dentistes et pharmaciens dans les 30 jours de la réception de la demande par le directeur général.

Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens adresse ensuite dans les 30 jours une recommandation au conseil d'administration dans le cas d'une demande de nomination par un médecin ou un dentiste, et au directeur général dans le cas d'une demande de nomination par un pharmacien.

Le conseil d'administration transmet au médecin ou au dentiste une décision écrite dans les 90 jours de la réception de la demande originale par le directeur général.

Si l'établissement est affilié à une université, le conseil d'administration prend la décision après consultation de l'université.

Le conseil d'administration accepte ou refuse la candidature d'un médecin ou d'un dentiste en tenant compte du plan d'organisation visé à l'article 121, du nombre de médecins et dentistes prévu à ce plan d'organisation, des ressources disponibles et des exigences propres à l'établissement.

Le conseil peut aussi refuser la candidature d'un médecin ou d'un dentiste en se fondant sur des critères de qualification, de compétence scientifique ou de comportement du médecin ou du dentiste, eu égard aux exigences propres à l'établissement.

Tout refus doit être motivé par écrit.

Le conseil doit, dans les 30 jours de l'acceptation d'une candidature, en aviser la régie régionale.

Le présent article s'applique également dans le cas d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée. Toutefois si aucun conseil des médecins, dentistes et pharmaciens n'est institué dans un tel centre, les fonctions qui lui sont attribuées suivant le présent article sont, compte tenu des adaptations nécessaires, dévolues au conseil d'administration de l'établissement.

141. Le conseil d'administration d'un établissement qui exploite un centre hospitalier ou un centre d'hébergement et de soins de longue durée peut prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien.

Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'un médecin ou d'un dentiste sont les suivantes: le non-renouvellement du statut ou des privilèges, la réprimande, le changement de statut, la privation de privilèges, la suspension du statut ou des privilèges pour une période déterminée, l'interdiction d'utiliser certaines ressources du centre, ainsi que la révocation du statut ou des privilèges.

Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises à l'égard d'un pharmacien sont les suivantes: la réprimande, la suspension ou la révocation du statut. La révocation du statut d'un pharmacien entraîne son congédiement par l'établissement.

Le conseil d'administration doit consulter le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le cas échéant, avant de décider de l'application de telles mesures. Si l'établissement est affilié à une université, le conseil d'administration doit en outre consulter celle-ci.

Le non-renouvellement ou la révocation du statut ou des privilèges doivent être motivés et fondés uniquement sur le défaut de qualification, l'incompétence scientifique, la négligence, l'inconduite ou l'observation des règlements de l'établissement ou du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, eu égard aux exigences propres à l'établissement.

L'imposition des mesures disciplinaires doit se faire selon la procédure prévue par règlement.

142. Un médecin ou un dentiste qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu du septième alinéa de l'article 140 ou de l'article 141 peut en appeler à la Commission des affaires sociales.

Il peut en outre en appeler à la Commission si plus de 90 et moins de 180 jours se sont écoulés depuis que sa demande de nomination a été adressée conformément au premier alinéa de l'article 140 et si aucune décision ne lui a été transmise.

Un pharmacien qui n'est pas satisfait d'une décision rendue à son sujet en vertu de l'article 141 peut également en appeler à la Commission.

143. Un médecin ou un dentiste ne peut cesser d'exercer sa profession dans un centre avant d'avoir donné au conseil d'administration un préavis écrit d'au moins 60 jours.

Le conseil d'administration peut toutefois autoriser un médecin ou un dentiste à cesser d'exercer sa profession dans le centre sans

préavis ou à la suite d'un préavis de moins de 60 jours s'il juge que son départ n'a pas pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux ou dentaires offerts à la population desservie par ce centre.

144. Un médecin ou un dentiste qui cesse, sans l'autorisation du conseil d'administration, d'exercer sa profession dans un centre sans avoir donné un préavis ou avant la fin de la durée de celui-ci devient, à compter de la date fixée par la Régie de l'assurance-maladie du Québec, un professionnel non participant aux fins de la Loi sur l'assurance-maladie (L.R.Q., chapitre A-29), pour une période égale à deux fois le nombre de jours qu'il restait à écouler avant l'expiration du délai de préavis applicable.

Le conseil d'administration avise sans délai la Régie de ce départ et lui indique la période pour laquelle ce professionnel devient non participant.

Lorsque le conseil d'administration juge que ce départ a pour effet d'affecter la qualité ou la suffisance des services médicaux ou dentaires offerts à la population desservie par un centre, il en avise par écrit la Corporation professionnelle des médecins du Québec ou la Corporation professionnelle des dentistes du Québec, selon le cas.

145. Tout médecin ou tout dentiste exerçant dans un centre doit détenir, pour lui et sa succession, une police valide d'assurance de responsabilité professionnelle acceptée par le conseil d'administration et, chaque année, établir que cette assurance est en vigueur.

Un médecin ou un dentiste peut toutefois s'acquitter de l'obligation visée au premier alinéa en fournissant annuellement au conseil d'administration la preuve qu'il est membre de l'Association Canadienne de Protection Médicale.

146. L'exécution d'une ordonnance d'un médecin ou d'un dentiste qui n'est pas membre du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens d'un centre hospitalier ou, le cas échéant, d'un centre d'hébergement et de soins de longue durée est soumise aux règles de soins et aux règles d'utilisation des ressources en vigueur dans ce centre.

CHAPITRE V

FONCTIONS ET POUVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

LES SERVICES

147. L'établissement s'assure, compte tenu de son organisation et de ses ressources, que ses bénéficiaires reçoivent les services de santé et les services sociaux auxquels ils ont droit en vertu de la présente loi.

148. L'établissement doit notamment :

1° recevoir toute personne qui requiert des services;

2° dispenser lui-même les services de santé ou les services sociaux requis ou les faire dispenser par un établissement, un organisme ou une personne avec lequel il a conclu une entente de services visée à l'article 152;

3° s'il ne dispense pas lui-même certains services, adresser les personnes à un établissement qui les dispense;

4° s'assurer que les services qu'il dispense le sont en complémentarité avec ceux dispensés par les autres établissements et les autres ressources de la région et que l'organisation de ces services tient compte des besoins de la population à desservir.

149. Un établissement doit élaborer, pour chaque bénéficiaire faisant partie d'une catégorie déterminée par règlement, dans la mesure qui y est prévue, un plan d'intervention afin d'identifier ses besoins, les objectifs poursuivis, les moyens à utiliser et la durée prévisible pendant laquelle des services devront lui être fournis.

Ce plan doit contenir un échéancier relatif à son évaluation et à sa révision. Il peut être modifié en tout temps pour tenir compte de circonstances nouvelles.

L'établissement doit s'assurer que le bénéficiaire est informé préalablement, de tout changement important qui est apporté à ce plan.

150. L'établissement détermine, par règlement, les services de santé et les services sociaux qu'il dispense de même que les diverses

activités qu'il organise, en tenant compte des orientations et des priorités d'actions fixées par la régie régionale pour l'atteinte des objectifs prévus aux divers programmes établis par le ministre.

151. L'établissement peut édicter les règlements nécessaires à la conduite de ses affaires et à l'exercice de ses responsabilités. Il doit édicter des règlements sur toute matière déterminée par règlement du gouvernement, lorsqu'elle relève de la compétence de l'établissement.

L'établissement doit, avant d'édicter de tels règlements, consulter le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ou le conseil consultatif du personnel clinique, selon le cas, lorsque ces règlements ont une incidence sur leurs compétences respectives.

Une copie des règlements édictés par un établissement est transmise au ministre ou à la régie régionale, à leur demande.

152. Un établissement peut conclure avec un autre établissement, un organisme ou une personne, une entente pour l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° pour la prestation de certains services de santé ou services sociaux ;

2° pour la prestation ou l'échange de services professionnels en matière de services de santé ou de services sociaux ;

3° pour la prestation ou l'échange de certains autres services tels les services techniques, administratifs ou financiers.

L'entente détermine le coût de ces services. Elle n'est valide qu'à compter de la date à laquelle elle est déposée auprès de la régie régionale par l'établissement ou les établissements qui la conclut.

153. Avec l'autorisation du ministre, un établissement peut :

1° conclure un contrat d'affiliation avec une université aux fins d'offrir des services d'enseignement ou de recherche, le modifier ou y mettre fin ;

2° signer des lettres d'entente ou des contrats de services particuliers aux fins de participer à des programmes universitaires de formation ou de recherche ;

3° conclure un contrat d'association avec toute autre institution d'enseignement reconnue par le ministre de l'Éducation ou le ministre

de l'Enseignement supérieur et de la Science aux fins de procurer aux étudiants du domaine de la santé et des services sociaux des lieux de stages et de formation pratique.

Les termes et modalités des contrats et lettres d'entente mentionnés au premier alinéa doivent être conformes aux principes et règles générales établis par le ministre en collaboration avec le ministre de l'Éducation ou le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, suivant leur compétence respective.

154. Avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, un établissement peut conclure, conformément à la loi, une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation en vue de l'exécution de ses fonctions.

155. Le ministre peut, en vue de rationaliser les services :

1° limiter à certains établissements la fonction d'offrir des services ultraspécialisés ou de recourir à de nouvelles technologies qu'il détermine;

2° déterminer la vocation locale, sous-régionale, régionale ou supra-régionale d'un établissement à l'égard de certains services ultraspécialisés qu'il offre.

Un établissement ne peut offrir de nouveaux services dont la nature nécessite des équipes de professionnels ou des équipements ultraspécialisés déterminés par le ministre, ni acquérir les équipements ultraspécialisés qu'il détermine, avant d'avoir obtenu son autorisation écrite. Le ministre consulte la régie régionale avant d'accorder une telle autorisation.

156. Un établissement public peut :

1° agir à titre d'agence de services de garde en milieu familial conformément à la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) et à ses règlements;

2° lorsque l'Office des services de garde à l'enfance le désigne, en vertu de l'article 69 de cette loi, pour être son représentant régional, agir à ce titre et exercer les fonctions qui s'y rattachent;

3° exercer tout pouvoir que l'Office l'autorise à exercer en vertu de cette loi;

4° conclure avec l'Office une entente en vertu de l'article 70 de cette loi.

157. Un établissement peut participer à la réalisation d'un projet d'un organisme communautaire. À cette fin, il peut conclure des ententes avec l'organisme communautaire; il peut en outre affecter du personnel auprès des usagers de l'organisme et verser une contribution financière pour les services rendus par l'organisme.

158. Un établissement peut, dans les limites de ses objets et pouvoirs, organiser des activités accessoires aux services de santé ou aux services sociaux qu'il dispense.

Il peut, à cette fin, engager du personnel et conclure des ententes. Les revenus provenant des contributions des usagers de ces activités accessoires doivent être suffisants pour assurer le financement des dépenses directes et indirectes qu'elles entraînent dans le budget de fonctionnement de l'établissement.

Ces activités accessoires ne constituent pas l'exploitation d'une entreprise commerciale aux fins du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 167.

159. L'établissement participe à l'évaluation, faite périodiquement par le ministre ou la régie régionale, de la qualité des services qu'il dispense et du fonctionnement général du système de santé et de services sociaux.

160. Un établissement ne peut fournir que les médicaments qui apparaissent sur la liste dressée à cette fin par le ministre. Cette liste est mise à jour périodiquement après consultation du conseil consultatif de pharmacologie institué par l'article 39 de la Loi sur l'assurance-maladie. La Régie de l'assurance-maladie du Québec doit publier cette liste et chacune de ses mises à jour. Elles entrent en vigueur à la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec*, ou à toute date ultérieure qui y est fixée, d'un avis du ministre indiquant que la liste est dressée ou qu'elle est mise à jour, et que cette liste ou cette mise à jour a été publiée par la Régie.

Toutefois, un établissement qui exploite un centre hospitalier peut fournir des médicaments qui n'apparaissent pas sur la liste lorsqu'il s'agit de médicaments utilisés à des fins exclusives aux centres hospitaliers, tels les curarisants, les anesthésiques généraux, les agents de diagnostics, les produits immunologiques, les substances radioactives et les solutions physiologiques.

Il peut, en outre, fournir d'autres médicaments que ceux mentionnés au premier alinéa, à des fins de recherche clinique et fondamentale ou de nécessité médicale particulière. En tel cas, le médecin ou le dentiste ayant utilisé ou prescrit ces médicaments doit en aviser par écrit le comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, lequel doit requérir l'opinion du comité de pharmacologie sur la nécessité d'utiliser ces médicaments à nouveau dans les mêmes circonstances.

161. Un établissement ne peut fournir que des prothèses ou appareils visés à l'article 3 de la Loi sur l'assurance-maladie ou inclus dans les services assurés visés à la Loi sur l'assurance-hospitalisation (L.R.Q., chapitre A-28).

SECTION II

LES RESSOURCES MATÉRIELLES

162. Un établissement public ou un établissement privé conventionné ne peut, sans avoir consulté la régie régionale et obtenu l'autorisation préalable du Conseil du trésor :

1° acquérir, aliéner, assujettir à une servitude, hypothéquer ou autrement donner en garantie un immeuble ;

2° construire, agrandir, aménager, améliorer, transformer, démolir, reconstruire ou réparer ses immeubles lorsque le coût total estimé du projet atteint le montant déterminé par le gouvernement.

163. Le Conseil du trésor peut, aux conditions et dans la mesure qu'il détermine, déléguer au ministre les pouvoirs qui lui sont accordés à l'article 162.

L'acte de délégation est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de cette publication.

164. Un établissement public doit identifier dans un poste comptable spécifique de son fonds d'immobilisation le produit net résultant de l'aliénation d'un immeuble ; cette somme et ses revenus doivent être utilisés conformément aux règles budgétaires applicables ou, avec l'autorisation préalable du ministre, pour le financement d'une activité spécifique du fonds d'exploitation de l'établissement.

165. Un établissement public ou un établissement privé conventionné ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable de la régie régionale :

1° louer un immeuble;

2° donner en location, prêter ou autrement permettre l'utilisation de ses immeubles par des tiers;

3° effectuer des travaux de construction, d'agrandissement, d'aménagement, d'amélioration, de transformation, de démolition, de reconstruction ou de réparation de ses immeubles, autres que ceux visés au paragraphe 2° de l'article 162.

166. Est nul tout contrat fait par un établissement sans l'autorisation préalable du Conseil du trésor, du ministre ou de la régie régionale, chaque fois que cette autorisation est requise par la présente loi.

Tout contrat doit de plus, sous peine de nullité, être fait conformément aux normes, aux conditions et selon la procédure édictées par règlement du ministre.

L'action en nullité d'un contrat fait par un établissement contrairement au présent article peut être intentée par le ministre, par la régie régionale ou par toute personne intéressée.

167. Nul établissement constitué en corporation ne peut :

1° acquérir des actions d'une autre corporation;

2° exploiter une entreprise commerciale;

3° consentir des prêts à même les fonds qu'il administre;

4° disposer à titre gratuit de ses biens, sauf s'il s'agit de biens de valeur modique ou, avec l'autorisation préalable de la régie régionale, lorsque la disposition est faite dans l'intérêt de l'établissement ou de la fin poursuivie;

5° négliger d'exercer un droit qui lui appartient ou y renoncer, sans contrepartie valable;

6° accorder des subventions à des tiers, sauf s'il s'agit de sommes qui peuvent être versées ou de biens et services qui peuvent être fournis à des bénéficiaires ou à des usagers à titre d'aide matérielle ou financière en vertu de la présente loi ou de toute autre disposition législative ou réglementaire.

L'action en nullité d'une décision, d'un règlement ou d'une résolution adopté par un établissement ou de tout contrat fait par lui

contrairement au premier alinéa peut être intentée par le ministre, par la régie régionale ou par toute personne intéressée.

168. Un établissement public peut acquérir, par expropriation, tout immeuble situé dans la municipalité où il exploite un centre ou dans une municipalité contiguë et dont il a besoin pour agrandir son installation ou pour organiser des services se rattachant au fonctionnement général de son centre.

La Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 323 peut, de la même manière, acquérir un tel immeuble pour les fins de l'établissement.

169. Tout établissement peut solliciter et recevoir des dons, legs, subventions ou autres contributions bénévoles de toute personne ou de tout organisme public ou privé, désirant aider à la réalisation des objectifs poursuivis par l'établissement.

Il ne peut cependant, sans l'autorisation préalable de la régie régionale, accepter des dons, legs, subventions ou autres contributions auxquels sont rattachés des charges ou des conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, de ses ministères ou de ses organismes.

Tout don d'équipement d'une valeur supérieure à celle fixée par décret du gouvernement est considéré comme étant assorti d'une condition aux fins du deuxième alinéa.

Un don d'immeuble est réputé être une acquisition visée à l'article 162.

170. Les sommes reçues par don, legs, subvention ou autre forme de contribution, à l'exception de celles octroyées par le gouvernement du Québec, ses ministères ou ses organismes, constituent des revenus propres à l'établissement.

Toutefois, si une contribution a été faite à des fins particulières, le montant n'en est pas versé dans les fonds généraux d'avoir-propre de l'établissement; il doit être versé dans un fonds à destination spéciale créé par l'établissement et il doit être déposé ou placé conformément aux dispositions du Code civil relatives au placement du bien d'autrui, jusqu'à ce qu'il en soit disposé aux fins particulières pour lesquelles la contribution a été faite.

Si les sommes reçues ont été données sous condition expresse de doter l'établissement d'un capital qui doit être préservé et dont seuls

les revenus pourront être utilisés, le montant doit être versé dans un fonds de dotation créé par l'établissement pour être géré de la manière prévue au deuxième alinéa.

Les états financiers de l'établissement doivent faire apparaître, de façon distincte, l'état de chaque fonds créé conformément au présent article.

171. Un établissement peut, avec l'autorisation préalable de la régie régionale, transférer l'administration de tout ou partie d'un fonds visé à l'article 170 à une fondation ou corporation sans but lucratif constituée suivant les lois du Québec et ayant pour objet de gérer les contributions versées à cet établissement ou à plusieurs établissements ou de recevoir directement des contributions versées par d'autres personnes pour des fins particulières.

Les fonds dont l'administration est ainsi transférée à une fondation ou à une corporation sans but lucratif sont considérés reçus par elle en fiducie; elle est assujettie, relativement à ces fonds, aux mêmes obligations et pouvoirs qu'une société de fiducie constituée au Québec.

En cas de dissolution d'une telle fondation ou corporation sans but lucratif, les fonds pour lesquels les sommes n'ont pas encore été utilisées aux fins particulières stipulées de même que les revenus et intérêts accumulés provenant du placement de ces fonds doivent être retournés à l'établissement pour être gérés de la manière prévue à l'article 170.

172. Il est interdit à tout directeur général, cadre supérieur ou cadre intermédiaire d'un établissement public d'accepter une somme ou un avantage direct ou indirect d'une fondation ou d'une corporation qui sollicite du public le versement de sommes ou de dons dans le domaine de la santé et des services sociaux.

Un établissement public qui reçoit une somme ou un avantage direct ou indirect d'une fondation ou d'une corporation visée au premier alinéa, doit en faire mention dans une annexe faisant partie de ses états financiers en indiquant l'objet pour lequel cette somme ou cet avantage a été conféré.

173. Un établissement public peut requérir ou accepter l'aide financière ou matérielle d'une fondation ou d'une corporation visée à l'article 171 pour l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers pour les fins de l'établissement;

2° l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage de l'établissement;

3° l'amélioration ou la consolidation de la situation financière de l'établissement.

Il doit avant de requérir ou d'accepter une telle aide soumettre son projet à la régie régionale pour évaluation et acceptation. La demande doit être accompagnée des documents et contenir les renseignements que la régie régionale détermine.

Après avoir évalué la pertinence et la viabilité financière du projet et après s'être assurée que la fondation ou la corporation présente des perspectives financières lui permettant de respecter ses engagements, la régie régionale avise l'établissement de l'admissibilité de son projet ou des conditions requises pour qu'il puisse être accepté.

174. La régie régionale peut, à tout moment, vérifier l'exactitude des renseignements que lui a fournis l'établissement relativement à un projet soumis suivant l'article 173 ou requérir tout renseignement sur l'utilisation de l'aide obtenue conformément à cet article, le cas échéant.

Si l'établissement a obtenu le droit de bénéficier de l'aide au moyen de fausses représentations ou s'il a employé toute partie de cette aide à d'autres fins que celles pour lesquelles elle devait être utilisée, la régie régionale peut, d'office ou à la demande du ministre, déclarer l'établissement déchu du bénéfice de l'aide accordée et prendre toute mesure pour obliger l'établissement et la fondation ou corporation qui verse l'aide à rectifier la situation.

SECTION III

LES RESSOURCES FINANCIÈRES

§ 1.—*Dispositions applicables à tous les établissements*

175. Un établissement doit produire au ministre et à la régie régionale, dans les trois mois de la fin de son exercice financier, un rapport annuel de ses activités. Ce rapport doit contenir:

1° une description du rôle ou de la vocation de l'établissement, avec indication de toute nouvelle orientation prise dans l'année écoulée à cet égard;

2° un état du fonctionnement de l'établissement, indiquant les objectifs visés en début d'année et les résultats obtenus, ainsi que les modifications significatives apportées aux services ou aux activités, à la composition du personnel, à l'aménagement physique et à l'équipement.

176. Un établissement doit fournir au ministre, à sa demande, les états, données statistiques, rapports et autre renseignements qu'il requiert sur les activités de l'établissement ou juge appropriés pour l'application de la présente loi.

Le ministre peut demander à l'établissement d'en transmettre une copie à la régie régionale.

177. Les renseignements contenus dans les rapports et documents prescrits par la présente section ont un caractère public à compter de la date d'expiration du délai prévu pour la production de ces rapports et documents ou, s'ils sont produits après cette date, dès la date de leur production.

178. Les sommes d'argent que le gouvernement verse à l'égard d'un immeuble appartenant à un établissement et qui tiennent lieu de taxes municipales ou de compensation pour des services municipaux sont réputées versées pour et au nom du ministre et constituent des frais d'exploitation de l'établissement concerné. Le présent article s'applique aux sommes d'argent versées par le gouvernement à ce titre depuis le 21 décembre 1979.

§ 2.—*Dispositions applicables aux établissements publics*

179. L'exercice financier d'un établissement public se termine le 31 mars de chaque année.

180. L'établissement établit annuellement les règles et les modalités de répartition des ressources financières de l'établissement entre les différents programmes, postes ou articles budgétaires suivant les besoins propres à son plan d'organisation.

Ces règles doivent permettre d'effectuer, pendant l'exercice financier, les permutations budgétaires requises pour le bon fonctionnement des activités de l'établissement et la prestation adéquate des services qu'il est appelé à fournir.

181. Le directeur général de l'établissement soumet au conseil d'administration, avant la date que ce dernier détermine, les prévisions budgétaires de fonctionnement de l'établissement pour l'exercice financier suivant.

Les prévisions budgétaires de l'établissement doivent présenter l'équilibre entre, d'une part, les dépenses et, d'autre part, les ressources financières allouées à l'établissement et les revenus qui lui sont propres.

182. Avant le 1^{er} avril de chaque année, la régie régionale fait connaître à tout conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires et à tout conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre de services sociaux de sa région le montant total des sommes qu'elle affecte aux budgets de fonctionnement des établissements que chacun de ces conseils administre.

Un tel conseil d'administration révisé, si nécessaire, les prévisions budgétaires de chacun des établissements qu'il administre en fonction du montant total indiqué par la régie régionale, adopte le budget global de fonctionnement propre à chaque établissement et en informe la régie régionale dans les 30 jours de l'adoption.

183. La régie régionale, avant le 1^{er} avril de chaque année, transmet à tout établissement qui n'est pas visé à l'article 182 son budget global de fonctionnement pour l'exercice financier suivant.

L'établissement, le cas échéant, révisé ses prévisions budgétaires pour assurer l'équilibre du budget transmis.

184. Si au 1^{er} avril d'une année, le budget global de fonctionnement d'un établissement n'a pas été adopté ou ne lui a pas été transmis, selon le cas, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le budget de l'exercice financier visé.

185. L'établissement transmet à la régie régionale, aux dates et dans la forme que celle-ci détermine par règlement :

1° des rapports périodiques relatifs à l'utilisation du budget et au fonctionnement de l'établissement ;

2° un rapport statistique annuel concernant les ressources et les services de l'établissement pour la dernière année financière.

L'établissement fournit copie de ces rapports au ministre à sa demande.

186. Les livres et comptes de l'établissement sont vérifiés chaque année par un vérificateur.

187. Avant le 30 juin de chaque année, l'établissement nomme un vérificateur.

Le ministre peut préciser le mandat applicable à l'ensemble des vérificateurs des établissements.

188. À défaut par un établissement de faire vérifier ses livres et comptes et de nommer un vérificateur conformément à la présente loi, le ministre peut nommer un vérificateur et fixer la rémunération que l'établissement doit lui verser.

Si la charge du vérificateur devient vacante avant l'expiration de son mandat, le conseil d'administration de l'établissement doit combler cette vacance à la première assemblée qui suit.

189. Ne peuvent agir à titre de vérificateur :

1° un membre du conseil d'administration de l'établissement ni un membre de l'établissement si celui-ci est visé au paragraphe 1° de l'article 39, ni un membre du conseil d'administration de la régie régionale ;

2° un employé de l'établissement ;

3° l'associé d'une personne mentionnée au paragraphe 1° ou au paragraphe 2° ;

4° une personne qui, durant l'exercice sur lequel porte la vérification, a directement ou indirectement, par elle-même ou son associé, quelque intérêt, part ou commission dans un contrat avec l'établissement ou relativement à un tel contrat, ou qui en tire quelque avantage, sauf si son rapport avec ce contrat découle de l'exercice de sa profession.

190. Un vérificateur doit se démettre de sa charge dès qu'il ne possède plus les qualités requises.

191. Pour l'exercice de ses fonctions, le vérificateur a accès à tous les livres, registres, comptes et autres écritures comptables de l'établissement ainsi qu'aux pièces justificatives ; toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.

Il peut aussi exiger des membres du conseil d'administration de l'établissement, des dirigeants, des employés et autres représentants, les renseignements, explications et documents nécessaires à l'accomplissement de son mandat.

192. Le vérificateur doit, pour l'exercice pour lequel il a été nommé, vérifier les états financiers de l'établissement et tout autre document que détermine le ministre.

193. Le vérificateur remet son rapport au conseil d'administration de l'établissement.

Il doit indiquer dans ce rapport :

1° s'il a effectué son travail conformément aux normes de vérification généralement reconnues ;

2° si, à son avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'établissement, les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent ;

3° si les pratiques ou conventions comptables de l'établissement sont conformes aux normes acceptées en matière de comptabilité et aux autres normes applicables à l'établissement.

Le vérificateur doit faire état dans ce rapport de tout renseignement requis par son mandat et fournir des explications suffisantes en ce qui a trait à toute restriction que comporte son opinion.

194. L'établissement doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, transmettre au ministre et à la régie régionale son rapport financier annuel pour l'exercice financier écoulé, préparé sur les formules fournies par le ministre et comportant ses états financiers et tout autre renseignement requis par le ministre.

Le rapport financier annuel n'est réputé transmis au ministre ou à la régie régionale que s'il est accompagné du rapport du vérificateur prévu à l'article 193.

195. L'établissement doit, aux conditions et suivant les modalités déterminées par règlement, constituer un comité de vérification au sein de son conseil d'administration.

196. Malgré toute disposition législative inconciliable, l'établissement peut, avec l'autorisation préalable de la régie régionale et selon les modalités et conditions qu'elle détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi pour le paiement de dépenses courantes de fonctionnement ou non prévues au budget de l'établissement.

L'établissement peut en outre, avec l'autorisation préalable du ministre et selon les modalités et conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi pour le financement de dépenses en immobilisations ou de service de la dette de l'établissement.

Le ministre détermine les modalités suivant lesquelles la régie régionale peut autoriser des emprunts en vertu du premier alinéa.

197. L'établissement doit, à la demande du ministre ou de la régie régionale, lui fournir, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles il fait affaires, toute information concernant sa situation financière.

§ 3.—*Dispositions applicables aux établissements privés conventionnés*

198. L'exercice financier d'un établissement privé conventionné se termine le 31 mars de chaque année.

199. Le 1^{er} avril de chaque année, le ministre transmet à chacun des établissements privés conventionnés son budget global pour l'exercice financier en cours. Il en transmet copie à la régie régionale. Ce budget est établi sur la base du contrat ou de la convention de financement que l'établissement a conclu avec le ministre, suivant les conditions et modalités qui y sont prévues, le cas échéant.

Si au 1^{er} avril d'une année le budget global d'un établissement ne lui a pas été transmis, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le budget de l'exercice financier visé.

200. L'établissement privé conventionné est assujetti à l'application des articles 185 à 194 en ce qui concerne les rapports qu'il doit transmettre et les vérifications qui doivent être effectuées.

CHAPITRE VI

RESSOURCES INTERMÉDIAIRES

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

201. Un établissement peut, en vue de maintenir et d'intégrer des personnes à la communauté, leur dispenser des services dans une ressource intermédiaire.

Est une ressource intermédiaire, toute ressource développée, contrôlée et financée par l'établissement visé au premier alinéa.

Toute personne à qui des services de santé ou des services sociaux sont fournis par une telle ressource est un bénéficiaire aux fins de la présente loi.

202. Un permis ou un certificat municipal ne peut être refusé et une poursuite en vertu d'un règlement ne peut être intentée pour le seul motif qu'une construction ou un local d'habitation est destiné à être occupé en tout ou en partie par une ressource intermédiaire.

Le présent article prévaut sur toute loi générale ou spéciale et sur tout règlement municipal adopté en vertu d'une telle loi.

SECTION II

RESSOURCES DE TYPE FAMILIAL

203. Un établissement qui exploite un centre de services sociaux peut reconnaître une ressource de type familial aux fins de placement d'enfants, d'adultes ou de personnes âgées.

204. Peut être reconnue à titre de famille d'accueil, le domicile d'une ou de deux personnes où sont accueillis des enfants en difficulté afin de répondre à leurs besoins et de leur offrir des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un milieu parental.

Peut être reconnu à titre de domicile d'accueil, le domicile d'une ou de deux personnes où sont accueillis des adultes ou des personnes âgées afin de répondre à leurs besoins et leur offrir des conditions de vie se rapprochant le plus possible de celles d'un milieu naturel.

205. Une ressource de type familial peut accueillir le nombre de bénéficiaires fixé par règlement et leur offrir le genre de services qui y sont déterminés en vue de répondre à leurs besoins.

Les montants qu'un établissement qui exploite un centre de services sociaux peut verser à une ressource de type familial pour la prise en charge de bénéficiaires, sont fixés par le gouvernement.

206. Les activités et services dispensés par une ressource de type familial sont réputés ne pas constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit.

207. Toute personne peut demander à la régie régionale d'examiner une décision concernant l'annulation, par un établissement exploitant un centre de services sociaux, de sa reconnaissance à titre de ressource de type familial.

Après cet examen, la régie peut formuler des recommandations à cet établissement.

SECTION III

AUTRES RESSOURCES

208. Un établissement peut développer, avec l'approbation de la régie régionale de qui elle relève, d'autres ressources intermédiaires déterminées par règlement.

CHAPITRE VII

RÈGLES APPLICABLES AUX ACTES CONSTITUTIFS D'ÉTABLISSEMENTS

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

209. On entend par « acte constitutif d'un établissement » la loi spéciale qui le constitue, les lettres patentes, les lettres patentes supplémentaires, les statuts de constitution ou de continuation et tout autre document ou charte accordé pour sa constitution.

En cas de divergence entre la présente loi et l'acte constitutif d'un établissement, la présente loi prévaut.

210. Un acte constitutif d'établissement ne peut être accordé, modifié, révoqué ou abandonné sans l'autorisation écrite du ministre.

Le ministre peut toutefois, avec les mêmes effets, donner l'autorisation visée au premier alinéa dans les cas où l'acte constitutif d'un établissement a été accordé, modifié, révoqué ou abandonné sans cette autorisation.

SECTION II

CONSTITUTION D'ÉTABLISSEMENT PUBLIC

211. À compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), il ne peut être constitué d'établissement public si ce n'est qu'en vertu de la présente loi.

212. Lorsque la formation d'un établissement public est nécessaire pour la réalisation d'une fusion ou conversion d'établissements ou, le cas échéant, pour l'organisation d'un nouveau centre, il est constitué par lettres patentes délivrées par l'inspecteur général des institutions financières, à la demande du ministre.

Un avis de la délivrance des lettres patentes doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

213. Les lettres patentes indiquent la catégorie à laquelle appartient le centre qui peut être exploité par l'établissement ainsi que, le cas échéant, la classe à laquelle il appartient, le nom de l'établissement et le lieu de son siège social; elles peuvent aussi contenir toute autre disposition conciliable avec la présente loi.

S'il s'agit d'un établissement qui exploite un centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire ou un établissement reconnu institut universitaire, les lettres patentes indiquent le nom de 5 à 11 personnes nommées membres de son conseil d'administration jusqu'à ce que les élections ou nominations prévues à l'article 51 aient eu lieu.

214. Dès la date de la délivrance des lettres patentes, l'établissement est une corporation au sens du Code civil; il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi.

215. Quand des lettres patentes renferment une erreur de nom, une désignation inexacte ou une faute de copiste, l'inspecteur général des institutions financières peut, s'il n'y a pas de contestation, ordonner que ces lettres patentes soient corrigées ou annulées et que des lettres patentes correctes soient délivrées.

216. Pour modifier l'acte constitutif d'un établissement public, l'inspecteur général des institutions financières délivre à la demande du ministre des lettres patentes supplémentaires.

Un avis de la délivrance des lettres patentes supplémentaires doit être publié à la *Gazette officielle du Québec*.

De telles lettres patentes supplémentaires sont notamment délivrées lorsque le ministre reconnaît institut universitaire un centre exploité par un établissement.

Dans le cas où l'établissement a été constitué par loi spéciale, l'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de la prise d'effet des lettres patentes supplémentaires délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles remplacent ou qu'elles abrogent.

SECTION III

FUSION ET CONVERSION

217. Peuvent être fusionnés en un établissement public constitué en vertu de la présente loi :

- 1° un établissement public avec un autre établissement public ;
- 2° un établissement public avec un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 40 ou visé à l'article 383 ;
- 3° des établissements privés visés au paragraphe 2° du présent article.

218. Peut être converti en un établissement public constitué en vertu de la présente loi :

- 1° un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 39 ;
- 2° un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 40 ou visé à l'article 383.

219. Un établissement ne peut être fusionné ou converti qu'avec son consentement et aux conditions agréées, après consultation de la régie régionale, entre l'établissement et le ministre.

220. La fusion ou la conversion est demandée par une résolution adoptée à cette fin par le conseil d'administration.

Cette résolution indique :

- 1° le nom du nouvel établissement ;
- 2° la localité au Québec où sera situé le siège social de celui-ci ;
- 3° les centres que cet établissement aura pour objet d'exploiter et, le cas échéant, les classes auxquelles ils appartiendront ;

4° toute autre condition, modalité ou mesure relative à l'administration et au fonctionnement de cet établissement et conciliable avec la présente loi.

221. Lorsque la fusion ou la conversion implique un établissement visé au paragraphe 1° de l'article 39 ou un établissement privé visé au paragraphe 3° de l'article 40 ou à l'article 383 et qu'un tel établissement est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, la résolution de conversion ou de fusion doit être approuvée par au moins les deux tiers des voix exprimées par les membres de cet établissement lors d'une assemblée convoquée à cette fin.

222. Malgré les articles 219 à 221, le gouvernement peut, sur proposition du ministre, fusionner deux établissements publics dont les actifs immobiliers sont loués ou ont été acquis à même des fonds provenant, en majeure partie, de subventions du gouvernement. Le ministre propose une telle fusion lorsqu'il estime, après avoir consulté la régie régionale, que l'intérêt public le justifie.

Le ministre publie à la *Gazette officielle du Québec* un avis de son intention de proposer au gouvernement, 45 jours après la publication de cet avis, la fusion de tels établissements et la délivrance de lettres patentes à cet effet par l'inspecteur général des institutions financières.

Après la publication de cet avis, le ministre doit donner aux établissements concernés l'occasion de lui faire des représentations.

223. Le nouvel établissement résultant de la fusion ou conversion jouit, sous le nom qui lui est attribué par les lettres patentes, de tous les droits, acquiert tous les biens et assume toutes les obligations des établissements fusionnés ou de l'établissement converti et les procédures où ces derniers sont parties peuvent être continuées, sans reprise d'instance.

SECTION IV

INTÉGRATION

224. Un établissement public peut, dans les limites de ses objets, après consultation de la régie régionale, convenir avec un autre établissement public d'intégrer l'universalité de ses biens, droits et obligations à ceux de cet établissement.

La convention d'intégration indique la date à laquelle l'établissement intégrant prend charge des activités de

l'établissement intégré ainsi que toute disposition nécessaire pour compléter l'intégration et pour assurer la gestion des activités de l'établissement intégré.

La convention doit pourvoir à l'annulation de l'acte constitutif de l'établissement intégré ou, le cas échéant, à sa modification.

Chaque établissement adopte la convention d'intégration par résolution de son conseil d'administration. L'article 221 s'applique en l'adaptant à cette résolution.

225. La convention d'intégration doit être soumise à l'approbation du ministre. Le ministre transmet à l'inspecteur général des institutions financières un exemplaire de la convention d'intégration dûment signée de même qu'une copie certifiée conforme de chacune des résolutions prises pour son adoption et son exécution.

226. À compter de la date de l'intégration, l'établissement intégrant acquiert les droits et les biens de l'établissement intégré et en assume les obligations.

SECTION V

DISSOLUTION

227. L'inspecteur général des institutions financières peut, à la demande d'un établissement visé au paragraphe 2°, 3° ou 4° de l'article 39 et avec l'autorisation du ministre, annuler les lettres patentes de cet établissement. Cette annulation prend effet le soixantième jour suivant la publication d'un avis à cet effet à la *Gazette officielle du Québec*.

L'établissement est alors dissous et, après le paiement de ses dettes et l'exécution de ses obligations, ses biens sont dévolus au gouvernement ou à un établissement public que le gouvernement désigne.

TITRE III

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

228. Le présent titre s'applique aux organismes communautaires et à leurs usagers.

229. Un organisme communautaire est un organisme sans but lucratif, constitué en vertu de la troisième partie de la Loi sur les

compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), qui oeuvre dans le domaine de la santé et des services sociaux et dont le conseil d'administration est composé majoritairement d'usagers de l'organisme ou de membres de la communauté.

230. Une régie régionale peut, suivant les critères d'admissibilité et d'attribution qu'elle détermine conformément aux règles budgétaires applicables, subventionner un organisme communautaire dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1° si ses activités sont reliées même indirectement au domaine de la santé et des services sociaux et visent notamment la prestation de services d'aide et de support aux personnes de la région ;

2° s'il exerce, au niveau régional, des activités de promotion, de sensibilisation et de défense des droits et des intérêts des usagers de ses services ou des bénéficiaires de services de santé ou de services sociaux de la région.

Un tel organisme doit en outre, s'il héberge des personnes, se conformer aux conditions établies par règlement quant au nombre maximum de personnes qu'il peut héberger et à la durée moyenne de leur séjour.

231. Un regroupement d'organismes communautaires n'est pas admissible à une subvention. Toutefois, les membres qui contribuent à son financement demeurent admissibles.

232. Le ministre peut, conformément aux règles budgétaires applicables, subventionner les organismes communautaires qui s'occupent, pour l'ensemble du Québec, de la défense des droits ou de la promotion des intérêts des usagers des organismes communautaires ou de ceux des bénéficiaires.

233. Le ministre peut, conformément aux règles budgétaires applicables, subventionner les organismes communautaires relativement à des activités répondant à des besoins nouveaux, procédant d'approches nouvelles ou visant des groupes particuliers de personnes non prévus à un programme d'une régie régionale.

TITRE IV

INSTITUTIONS RÉGIONALES

CHAPITRE I

LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES
SOCIAUX

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

234. Le gouvernement institue, pour chaque région qu'il détermine, une régie régionale de la santé et des services sociaux.

La régie régionale a principalement pour objet d'organiser et de mettre en oeuvre, dans la région, les programmes de santé ou de services sociaux en vue :

1° d'assurer la participation de la population à la gestion du système de santé et de services sociaux ;

2° de veiller à la protection des droits des bénéficiaires ;

3° d'assurer la coordination et la concertation des intervenants des divers secteurs de la vie collective, dans le domaine de la santé et des services sociaux ;

4° d'allouer les budgets aux établissements et aux organismes communautaires ;

5° de contrôler les budgets des établissements et des organismes communautaires ;

6° d'évaluer les programmes de santé et de services sociaux.

235. Le nom de cette régie doit comprendre l'expression « régie régionale » et indiquer la région pour laquelle elle est instituée.

236. La régie régionale est une corporation au sens du Code civil ; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que lui confère la présente loi.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS

§ 1.—*Fonctions et pouvoirs à l'égard de la population*

237. Pour assurer la participation de la population à l'organisation et à l'administration des services de santé et des services sociaux, la régie régionale veille :

1° à la mise en oeuvre des mécanismes de participation de la population prévus à la présente loi, telle la formation des comités de bénéficiaires ;

2° au respect des dispositions relatives à la nomination des membres des conseils d'administration des établissements ;

3° à la formation et au bon fonctionnement du collège régional.

238. Pour assurer la protection des droits des bénéficiaires, la régie régionale doit :

1° informer la population de son territoire des services de santé et des services sociaux qui lui sont offerts de même que de ses droits et de ses obligations à cet égard ;

2° recevoir et traiter les plaintes des bénéficiaires relatives aux services qu'ils auraient dû recevoir ou qu'ils ont reçus des établissements, les étudier et faire à l'établissement ainsi qu'au ministre les recommandations appropriées, le cas échéant ;

3° confier à un organisme communautaire qu'elle désigne après consultation notamment des comités de bénéficiaires et des associations intéressés, le mandat d'aider et d'accompagner les bénéficiaires qui désirent porter plainte.

Les dispositions du chapitre III du titre I s'appliquent à tout dossier maintenu par la régie régionale dans l'exercice des fonctions visées au paragraphe 2° du premier alinéa quant à un renseignement nominatif de nature médicale ou sociale qui y est contenu.

239. Le directeur général d'un établissement qui reçoit une recommandation adressée par une régie régionale conformément au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 238 doit, au plus tard 30 jours après la réception de cette recommandation, faire savoir par écrit à la régie régionale quelle suite l'établissement a donnée à la recommandation.

Si la régie régionale est d'avis que les droits du plaignant ou des autres personnes qui se trouveront éventuellement dans la même situation que le plaignant risquent d'être mis en péril à cause de l'attitude de l'établissement visé, elle peut adresser à la Commission des affaires sociales une requête à laquelle il est donné suite conformément à la loi qui la régit.

§ 2.—*Fonctions et pouvoirs reliés aux programmes*

240. La régie régionale doit, en collaboration avec les établissements, les organismes communautaires et les regroupements de concertation multisectoriels auxquels ils participent, le cas échéant, élaborer et mettre en oeuvre les programmes de santé et de services sociaux requis pour répondre aux besoins de la population de sa région, compte tenu de ses ressources socio-sanitaires et des ressources financières identifiées à cette fin.

La régie régionale peut en outre élaborer, en collaboration avec les établissements concernés, des programmes interétablissements en vue de répondre à certains besoins de la population de sa région que la régie juge prioritaires.

Ces programmes doivent être élaborés en tenant compte, le cas échéant, des règlements et des orientations et politiques du ministre à cet égard.

241. Une régie régionale doit élaborer, en collaboration avec les établissements, conjointement avec d'autres régies régionales, le cas échéant, un programme d'accès à des services de santé et des services sociaux en langue anglaise pour les personnes visées à l'article 13 dans les établissements qu'il indique, compte tenu de l'organisation et des ressources de ces établissements.

Ce programme d'accès doit être approuvé par le gouvernement.

242. Pour l'exercice de ces fonctions, la régie régionale doit notamment :

1° s'assurer, en collaboration avec les départements de santé communautaire de la région, que les informations sur l'état de santé de la population de la région sont tenues à jour et accessibles ;

2° identifier les besoins de la population en vue d'une planification régionale des programmes ;

3° déterminer annuellement les priorités régionales et les faire approuver par le collège régional ;

4° informer le ministre des besoins de la population en vue de l'établissement des politiques ministérielles à l'égard des programmes de santé et de services sociaux;

5° mettre en oeuvre les programmes interétablissements en vue de répondre aux besoins que la régie juge prioritaires;

6° évaluer, selon la périodicité que détermine le ministre, l'efficacité des programmes de santé et de services sociaux mis en oeuvre dans sa région en tenant compte notamment de l'atteinte des objectifs poursuivis par les programmes et du degré de satisfaction des bénéficiaires à l'égard de ceux-ci;

7° élaborer et mettre en oeuvre, conformément aux directives du ministre, un programme d'évaluation de la qualité des services offerts par les établissements;

8° exécuter tout mandat spécifique que le ministre, avec l'approbation du gouvernement, lui confie.

243. La régie régionale peut, pour l'exercice de ses fonctions, requérir des établissements et des organismes communautaires de santé et de services sociaux de sa région, les renseignements nécessaires sur les clientèles, les services demandés et dispensés et les ressources utilisées.

§ 3.—*Fonctions et pouvoirs reliés à la coordination des services de santé et des services sociaux*

244. La régie régionale coordonne l'action des établissements et des organismes communautaires de sa région et favorise entre eux la concertation et la collaboration en vue d'assurer une utilisation rationnelle et une répartition équitable des ressources qui tiennent compte de la complémentarité des établissements et des organismes, qui éliminent entre eux les doublages et qui permettent la mise en place de services communs.

245. La régie régionale collabore avec les autres organismes de la région notamment les municipalités, les directions régionales des ministères et les organismes socio-économiques, aux activités susceptibles d'améliorer la santé et le bien-être de la population.

246. La régie régionale doit élaborer, conformément aux règlements, un plan régional des effectifs médicaux et dentaires des établissements de la région à partir notamment de chacun des plans d'organisation d'établissements qu'elle a approuvé en vertu des articles 121 et 122.

Ce plan régional doit être révisé au moins à tous les trois ans.

Ce plan régional, accompagné des plans d'organisation qui ont servi à son élaboration, doit être soumis au ministre qui l'approuve avec ou sans modification.

Lorsque le ministre modifie le plan régional, il doit, le cas échéant, aviser un établissement des modifications qui affectent son plan d'organisation.

247. La régie régionale doit établir, conformément aux normes déterminées par règlement, un système régional pour l'admission, la sortie et le transfert des bénéficiaires en hébergement et en soins de longue durée ou en réadaptation, à l'exception des bénéficiaires des centres de réadaptation pour personnes déficientes physiques, pour personnes toxicomanes ou pour les jeunes mères en difficulté d'adaptation.

Les établissements qui exploitent un centre hospitalier, un centre d'hébergement et de soins de longue durée ou un centre de réadaptation pour personnes déficientes intellectuelles ou pour les jeunes en difficulté d'adaptation doivent soumettre à l'approbation de la régie régionale, leurs critères d'admission et de sortie ainsi que leurs politiques de transfert des bénéficiaires.

248. Le ministre peut exiger qu'un établissement visé au deuxième alinéa de l'article 247 lui soumette, aux lieux et places de la régie régionale, compte tenu de sa vocation particulière, ses critères d'admission et de sortie ainsi que ses politiques de transfert des bénéficiaires.

Le ministre prend alors l'avis de la régie régionale.

Les critères et politiques de l'établissement, une fois approuvés par le ministre, lient cet établissement et la régie régionale.

249. La régie régionale s'assure de l'exercice, par les établissements de la région, des fonctions d'accueil, d'évaluation et d'orientation des bénéficiaires ainsi que du développement ordonné des ressources intermédiaires compte tenu de la capacité d'accueil de la population concernée.

250. La régie régionale instituée pour la région de Montréal Métropolitain exerce, dans le but de répartir les cas d'urgence, les fonctions suivantes:

1° établir les critères d'admission et les politiques de transfert des bénéficiaires dans les établissements publics et les établissements privés conventionnés;

2° s'assurer que des normes de fonctionnement adéquat des services d'urgence soient adoptées dans ces établissements ou, à défaut, fixer de telles normes;

3° s'assurer que ces établissements adoptent et appliquent, en ce qui concerne l'utilisation et la distribution des lits, des normes conformes aux exigences d'une répartition adéquate des cas d'urgence ou, à défaut, fixer de telles normes;

4° concevoir et implanter un système d'information régionale pour connaître, de façon quotidienne, la situation dans les centres exploités par ces établissements en regard du nombre et de la nature des inscriptions et des admissions de bénéficiaires et de leurs transferts et transports en ambulance.

§ 4.—*Fonctions et pouvoirs reliés aux ressources matérielles et financières*

251. La régie régionale a pour fonction, à même les enveloppes budgétaires globales qui lui sont transmises par le ministre à cette fin, de répartir les ressources financières prévues pour la mise en oeuvre et le fonctionnement des programmes de santé et de services sociaux élaborés pour sa région.

Elle est responsable, dans la mesure et aux conditions prescrites par le ministre conformément aux règles budgétaires applicables, de l'allocation des budgets aux établissements publics et privés conventionnés de sa région et de l'octroi des subventions aux organismes communautaires de sa région conformément à l'article 230.

252. La régie régionale a pour fonction d'étudier toute demande d'un établissement relative aux ressources matérielles et qui doit lui être soumise pour avis ou autorisation conformément à la présente loi ou aux règlements. Elle doit y répondre avec diligence.

253. La régie régionale peut agir comme représentant exclusif des établissements de la région qu'elle désigne, lorsqu'elle l'estime avantageux pour ces établissements, pour l'une ou l'autre des fins suivantes:

1° l'approvisionnement en commun des biens qu'elle détermine, à l'exclusion des catégories de biens que le ministre indique;

2° l'approvisionnement en commun de services, dans les cas et aux conditions déterminés par le ministre.

La régie régionale instituée pour la région de Québec peut, avec l'autorisation du ministre, dans la mesure et aux conditions que ce dernier détermine, confier à PARTAGEC Inc., corporation sans but lucratif constituée par lettres patentes délivrées le 8 juillet 1966 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, le mandat d'exercer en son nom pour les établissements qu'elle désigne, les fonctions prévues au premier alinéa.

254. La régie régionale doit, conformément aux règles déterminées par le ministre, assurer le contrôle des budgets et des subventions alloués suivant l'article 251.

SECTION III

BUDGET DE FONCTIONNEMENT

255. L'exercice financier de la régie régionale se termine le 31 mars de chaque année.

256. Le ministre transmet à chaque régie régionale, le 1^{er} avril de chaque année, son budget de fonctionnement pour l'exercice financier en cours. À défaut, un quart du budget de l'exercice financier précédent est reconduit au début de chaque trimestre de l'exercice financier et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le budget de l'exercice financier visé.

Le ministre peut en outre, s'il le juge approprié, transmettre à une régie régionale un budget d'immobilisation, aux conditions qu'il détermine.

257. Toute régie régionale doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour l'année se terminant le 31 mars précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire. Il doit avoir été approuvé par le collège régional. Le ministre le dépose devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception si elle est en session ou, sinon, dans les 30 jours de la reprise des travaux.

Une régie régionale doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.

258. La régie régionale est assujettie aux articles 176, 177 et 185 à 195, en les adaptant, en ce qui concerne les rapports et les vérifications qui doivent y être effectuées.

259. Malgré toute disposition législative inconciliable, toute régie régionale peut, avec l'autorisation du ministre et selon les conditions qu'il détermine, emprunter par tout mode reconnu par la loi.

À la demande du ministre, la régie régionale doit, soit directement, soit par l'intermédiaire des institutions financières avec lesquelles elle fait affaires, lui fournir toute information concernant sa situation financière.

SECTION IV

CONSEILS D'ADMINISTRATION

§ 1.—*Composition*

260. Les pouvoirs d'une régie régionale sont exercés par un conseil d'administration composé de 15 membres.

Quatorze membres sont élus par le collège régional parmi ses propres membres, selon les modalités suivantes:

1° sept personnes provenant des conseils d'administration des établissements dont au moins une provenant d'un conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre local de services communautaires, une provenant d'un conseil d'administration des établissements d'un territoire de centre de services sociaux et, le cas échéant, une provenant du conseil d'administration d'un établissement privé conventionné et une provenant du conseil d'administration soit d'un établissement qui exploite un centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire, soit d'un établissement reconnu institut universitaire;

2° deux personnes provenant des organismes communautaires;

3° trois personnes provenant respectivement du milieu municipal, du milieu scolaire et des groupes intéressés au domaine de la santé ou des services sociaux;

4° deux personnes provenant des groupes socio-économiques.

Le quinzième membre est nommé par le gouvernement sur recommandation du ministre.

Il est choisi par le ministre à même une liste de trois personnes dressée par les membres élus du conseil d'administration et approuvée par au moins les deux tiers d'entre eux.

Ce membre est d'office président du conseil d'administration de la régie régionale et directeur général de celle-ci.

§ 2.—*Organisation*

261. Les membres élus du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient élus de nouveau ou remplacés par le collège régional.

Le mandat du président du conseil d'administration est de quatre ans.

Les mandats des membres et du président du conseil d'administration ne peuvent être renouvelés qu'une fois.

262. Les articles 57 à 61 et 63 s'appliquent en les adaptant aux membres du conseil d'administration d'une régie régionale.

263. Toute vacance survenant moins de deux ans après l'élection d'un membre d'un conseil d'administration est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode d'élection prescrit pour l'élection du membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

Toute vacance survenant plus de deux ans après l'élection est comblée, parmi les membres du collège régional, pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer, par résolution des membres du conseil restant en fonction. À défaut, par le conseil, de combler la vacance, celle-ci peut être comblée par le ministre.

Constitue notamment une vacance, l'absence à un nombre de réunions du conseil d'administration déterminé par ses règles de régie interne, dans les cas et les circonstances qui y sont prévus.

264. Les membres d'un conseil d'administration élisent parmi eux chaque année un vice-président du conseil et un secrétaire. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir temporaire du président du conseil, le vice-président exerce la fonction de président.

265. L'article 67 s'applique en l'adaptant aux membres du conseil d'administration et les articles 68 et 69 s'appliquent de même à la régie régionale.

266. Toute régie régionale doit tenir au moins une fois par année une séance publique d'information à laquelle est invitée à participer la population de la région pour laquelle cette régie est instituée.

Les membres du conseil d'administration doivent alors présenter à la population, conformément aux règlements, les renseignements prescrits quant aux états financiers de la régie régionale. Ils doivent en outre répondre aux questions qui leur sont adressées relativement à ces états financiers, aux fonctions, aux priorités et aux orientations que la régie régionale assume et aux relations qu'elle entretient avec les établissements de la région pour laquelle elle est instituée.

Le mode de convocation de cette séance ainsi que la procédure qui doit y être suivie sont déterminés par le ministre.

267. Une régie régionale peut tenir plusieurs séances publiques d'information si elle estime que l'étendue de sa région ou la densité de la population de celle-ci le justifie.

268. La procédure de convocation des séances du conseil d'administration est déterminée par règlement du conseil et soumise à l'approbation du ministre.

Le conseil d'administration se réunit aux époques qu'il détermine.

Il doit toutefois se réunir à la demande du président ou à la demande écrite du tiers de ses membres en fonction.

269. Les articles 76 et 77 s'appliquent en les adaptant aux séances du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal des voix, le président ou, en son absence, le vice-président dispose d'une voix prépondérante.

Le membre qui s'abstient de voter relativement à une proposition est réputé avoir voté contre celle-ci.

270. Le conseil d'administration d'une régie régionale peut, par règlement, établir un comité administratif et déterminer les fonctions, les pouvoirs, les devoirs et les règles de fonctionnement de ce comité.

Le comité administratif est formé du président du conseil d'administration, qui le préside et d'au moins quatre membres du conseil d'administration nommés annuellement par les membres de ce conseil réunis en assemblée générale et choisis respectivement dans chacun des quatre groupes de membres visés au deuxième alinéa de l'article 260.

271. Les articles 82 à 84 s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires au comité administratif.

272. Une régie régionale peut, par règlement :

1° créer les commissions nécessaires à la poursuite de ses fins, y compris des commissions administratives ;

2° déterminer leur composition, leurs fonctions, devoirs et pouvoirs, les modalités d'administration de leurs affaires, les règles de leur régie interne et leur financement ;

3° déterminer le mode de nomination, les qualifications, les fonctions, devoirs et pouvoirs, la durée du mandat et le mode de destitution de leurs membres.

Un tel règlement entre en vigueur à la date de son approbation par le ministre.

273. Le premier alinéa de l'article 88 et les articles 89 et 91 s'appliquent en les adaptant aux documents et archives de la régie régionale.

SECTION V

DIRECTEUR GÉNÉRAL

274. Le directeur général de la régie régionale est responsable, sous l'autorité du conseil d'administration, de l'administration et du fonctionnement de la régie dans le cadre de ses règlements.

275. Les articles 96 à 98 s'appliquent, en les adaptant, au directeur général.

CHAPITRE II

LES COLLÈGES RÉGIONAUX

276. Il est institué un collège régional pour chaque région du Québec où le gouvernement institue une régie régionale.

277. Le collège régional a pour fonctions :

1° d'élire, à tous les trois ans, les membres du conseil d'administration de la régie régionale ;

2° d'approuver la liste des priorités régionales en matière de services de santé et de services sociaux que lui soumet la régie régionale ;

3° d'approuver le rapport annuel de la régie régionale.

278. Le collège régional est composé :

1° pour moitié, de membres élus parmi eux, par les membres des conseils d'administration des établissements de la région ;

2° pour un quart, de personnes élues par les organismes communautaires de la région désignés par la régie régionale ;

3° pour un quart, de personnes élues par les organismes de la région que la régie régionale désigne comme étant les plus représentatifs des groupes socio-économiques, de personnes élues du milieu municipal et scolaire et de personnes élues par les autres groupes intéressés au domaine de la santé ou des services sociaux.

Il doit, dans les 30 jours de sa formation, procéder à l'élection des membres du conseil d'administration de la régie régionale.

279. Le ministre fixe le nombre de membres de chaque collège régional. Ce nombre peut varier selon les régions compte tenu notamment du nombre de conseils d'administration d'établissements concernés.

Le ministre peut en outre déterminer la répartition des membres visés aux paragraphes 1° et 3° de l'article 278 en vue d'assurer une représentation équitable des établissements, des groupes et des personnes qui y sont visés.

280. Les membres du collège régional sont désignés à tous les trois ans selon une procédure déterminée par règlement du ministre.

281. Une personne ne peut être membre d'un collège régional si :

1° elle est mineure ;

2° elle est un fonctionnaire du ministère de la Santé et des Services sociaux ou reçoit une rémunération de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, d'une régie régionale, d'un établissement ou de tout autre organisme dispensant des services reliés au domaine de la santé ou des services sociaux ;

3° elle est interdite ;

4° elle est en cure fermée ou incapable d'administrer ses biens au sens de la Loi sur la protection du malade mental ;

5° elle a été déclarée coupable depuis moins de cinq ans pour avoir commis une infraction ou un crime pouvant entraîner jusqu'à trois années de détention;

6° au cours des trois années précédentes, elle a été déchue de ses fonctions comme membre du conseil d'administration d'un établissement ou d'une régie régionale en vertu du paragraphe 2° de l'article 342;

7° au cours des trois années précédentes, elle a été déclarée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements.

Une bourse d'étude, une subvention ou les sommes versées en vertu d'un contrat de recherche ne sont pas réputées être une rémunération aux fins du paragraphe 2° du premier alinéa.

282. Le mandat des membres du collège régional est de trois ans.

283. Une personne cesse de faire partie d'un collège régional dès qu'elle perd la qualité nécessaire à sa nomination.

284. Toute vacance d'un membre d'un collège régional est comblée dans un délai raisonnable en suivant le mode de nomination prescrit pour le membre à remplacer, mais seulement pour la durée non écoulée du mandat de ce dernier.

285. Les membres d'un collège régional restent en fonction malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

286. Chaque collège régional établit ses règles de régie interne.

287. Les membres d'un collège régional élisent parmi eux un président et un vice-président.

Au cas d'égalité des voix à une assemblée des membres du collège régional, le président a voix prépondérante.

288. Les membres d'un collège régional ne reçoivent aucun traitement; ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement.

TITRE V

COORDINATION, CONTRÔLE ET RÉGLEMENTATION DES
SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

CHAPITRE I

LE MINISTRE

SECTION I

FONCTIONS MINISTÉRIELLES

289. Le ministre élabore, en collaboration avec les autres ministres intéressés, une politique globale de santé et veille à son application. À cet effet :

1° il établit des programmes de santé et de services sociaux et voit à leur mise en oeuvre ou à leur application par les régies régionales ;

2° il assure la coordination interrégionale des services de santé et des services sociaux ;

3° il répartit les ressources entre les régions ;

4° il veille à la protection de la santé publique ;

5° il coordonne la recherche en matière de services de santé et de services sociaux.

290. Le ministre peut, dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi, malgré toute disposition inconciliable, mettre en oeuvre, dans la mesure et aux conditions déterminées par le gouvernement, tout projet expérimental concernant l'organisation des ressources humaines ou matérielles des établissements aux fins de favoriser l'organisation et la prestation intégrées des services de santé et des services sociaux.

Il peut, aux fins prévues au premier alinéa, conclure des ententes avec des établissements ou avec des professionnels.

SECTION II

LES PERMIS

§ 1.—*Délivrance et renouvellement*

291. Nul ne peut exercer des activités de centre local de services communautaires, de centre hospitalier, de centre de services sociaux, de centre d'hébergement et de soins de longue durée ou de centre de réadaptation s'il n'est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre.

Nul ne peut laisser croire, de quelque façon que ce soit, qu'il est autorisé à exercer les activités d'un centre mentionné au premier alinéa, s'il n'est titulaire d'un permis délivré conformément à la présente loi.

292. Nul ne peut exploiter une installation sous un nom ou une raison sociale incluant les mots « centre local de services communautaires », « centre hospitalier », « hôpital », « centre de services sociaux », « centre d'hébergement et de soins de longue durée », « centre de réadaptation » ou « centre d'accueil », s'il n'est titulaire d'un permis délivré à cette fin.

Malgré le premier alinéa, la dénomination sociale d'une fondation liée à un établissement peut comprendre le nom de cet établissement.

Une personne peut toutefois exploiter une installation sous un nom ou une raison sociale incluant les mots « hôpital vétérinaire » sans être titulaire d'un permis délivré conformément à la présente loi.

293. Les installations d'un établissement peuvent être identifiées sous un nom autre que celui de l'établissement.

Un établissement ne peut toutefois exploiter une installation sous un nom autre que celui indiqué à son permis d'exploitation pour cette installation, le cas échéant.

294. Le permis indique toute catégorie de centres que l'établissement est autorisé à exploiter, la classe à laquelle ils appartiennent le cas échéant, leur capacité et la liste des installations dont l'établissement dispose.

295. La personne qui sollicite un permis doit transmettre sa demande au ministre conformément au règlement. Elle doit posséder les qualités, remplir les conditions et fournir les renseignements et documents prescrits par règlement.

Le ministre délivre un permis, s'il estime que l'intérêt public le justifie.

296. Le permis est accordé pour une période de deux ans qui se termine le 31 mars.

Le ministre peut, dans le cas d'un premier permis, l'accorder pour une période inférieure à deux ans laquelle se termine le 31 mars de l'année où sont renouvelés l'ensemble des permis.

297. Un permis est renouvelé pour deux ans si son titulaire possède les qualités, remplit les conditions et fournit les renseignements et documents prescrits par règlement.

Le ministre peut toutefois, lors du renouvellement d'un permis et après avoir consulté la régie régionale, modifier la classe ou la capacité indiquée au permis, s'il estime que l'intérêt public le justifie. Avant de modifier la classe ou la capacité indiquée dans un permis, le ministre doit donner à son titulaire l'occasion de se faire entendre.

La décision du ministre de modifier le permis est finale et sans appel.

Le titulaire dont le permis est modifié doit prendre les mesures nécessaires pour donner suite aux modifications effectuées à son permis dans les six mois suivant la date de la réception de celui-ci.

§ 2.—*Obligations des titulaires de permis*

298. Le titulaire d'un permis doit exercer ses activités à l'intérieur des limites qui y sont fixées.

299. Le titulaire d'un permis ne peut le céder ou le transporter sans l'autorisation écrite du ministre.

Il ne peut en outre, sans une telle autorisation, exercer ses activités ailleurs qu'aux adresses inscrites à son permis.

§ 3.—*Suspension, révocation et refus de renouvellement*

300. Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler le permis de tout titulaire qui :

1° a été déclaré coupable d'une infraction à la présente loi ou à ses règlements ou d'un acte criminel relié à l'exploitation du service pour lequel il est titulaire d'un permis ;

2° ne remplit plus les conditions requises par règlement pour obtenir son permis;

3° est insolvable ou sur le point de le devenir;

4° ne peut assurer des services de santé ou des services sociaux adéquats;

5° ne respecte pas un ordre donné en vertu de l'article 301;

6° ne se conforme pas à un engagement volontaire souscrit en vertu de l'article 302.

301. Le ministre peut, au lieu de suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis d'un titulaire qui contrevient au paragraphe 4° de l'article 300, lui ordonner d'apporter les correctifs nécessaires dans le délai qu'il fixe.

302. Le ministre peut, s'il a un motif raisonnable de croire qu'un titulaire de permis enfreint la présente loi ou ses règlements accepter de ce titulaire un engagement volontaire de respecter cette loi ou ces règlements.

303. Le ministre doit, avant de suspendre ou de révoquer un permis ou avant de refuser de le renouveler, en aviser le titulaire et lui donner l'opportunité d'être entendu. Ce dernier doit manifester par écrit son intention de se faire entendre dans les 15 jours suivant la date de la réception de l'avis du ministre. Ce délai est de rigueur et emporte déchéance.

Le ministre doit notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne dont il suspend, révoque ou refuse de renouveler le permis.

304. Un titulaire dont le permis est suspendu ou révoqué ou dont la demande de renouvellement de permis est refusée peut interjeter appel de la décision du ministre devant la Commission des affaires sociales:

1° si les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision sont manifestement erronés;

2° si la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave;

3° si la décision n'a pas été rendue avec impartialité.

305. Dans le mois qui suit la date de la signification de la déclaration d'appel, le ministre transmet au greffier de la Commission des affaires sociales le dossier relatif à la décision dont il est interjeté appel.

SECTION III

L'AGRÈMENT DE CERTAINES RESSOURCES PRIVÉES AUX FINS D'ATTRIBUTION D'ALLOCATIONS FINANCIÈRES

306. Le ministre peut, en vue de permettre à des personnes âgées en perte d'autonomie de recevoir différents services de santé ou de services sociaux, attribuer à des résidences privées d'hébergement pour personnes âgées ou à des établissements privés non conventionnés qui exploitent un centre d'hébergement et de soins de longue durée, des allocations financières pouvant varier suivant la nature des services offerts.

307. Une personne physique ou morale ne peut recevoir une allocation financière visée à l'article 306 que si elle est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente section.

308. Est admissible à l'agrément toute personne qui exploite une résidence privée d'hébergement pour personnes âgées ou tout établissement privé non conventionné qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée et qui satisfait aux exigences déterminées par le ministre.

309. La personne admissible qui sollicite un agrément doit transmettre sa demande au ministre sur la formule que ce dernier lui fournit.

310. Le ministre doit, avant de décider d'une demande d'agrément, prendre l'avis de la régie régionale.

Il peut assujettir la délivrance d'un agrément aux conditions qu'il détermine.

311. L'agrément délivré par le ministre demeure en vigueur tant que le titulaire se conforme à la présente loi et qu'il satisfait aux exigences et aux conditions déterminées par le ministre.

Le ministre peut toutefois délivrer un agrément pour une période déterminée ou à titre provisoire lorsqu'il le juge nécessaire.

312. Le titulaire d'un agrément doit, au préalable, informer par écrit le ministre de tout changement d'adresse de la résidence ou du

centre, de toute aliénation d'actifs ou d'actions ou de toute opération ayant pour effet de le rendre non admissible à l'agrément.

313. Le ministre peut suspendre ou révoquer un agrément à la demande de son titulaire ou si ce titulaire ne satisfait plus aux exigences prévues à la présente loi ou aux exigences et aux conditions déterminées par le ministre.

Le ministre doit, avant de décider de l'annulation ou de la suspension ou de la révocation de l'agrément, donner à la personne en cause l'occasion d'être entendue et prendre l'avis de la régie régionale.

314. Une copie certifiée conforme de la décision motivée du ministre doit être transmise par courrier recommandé ou certifié à la personne concernée.

315. Nul ne peut utiliser le titre de résidence agréée ou d'établissement agréé ni associer l'agrément à une résidence ou à un établissement s'il n'est titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente loi.

SECTION IV

LE FINANCEMENT DES SERVICES

316. Le ministre voit à la répartition équitable des crédits nécessaires au financement du système de santé et de services sociaux en fonction d'objectifs généraux et des priorités régionales.

Il établit des mécanismes d'allocation des ressources afin de permettre aux régies régionales de réaliser les programmes dont la responsabilité leur est confiée et de gérer les enveloppes budgétaires qui y sont afférentes.

317. Le ministre établit annuellement, après consultation des régies régionales, et soumet à l'approbation du Conseil du trésor des règles budgétaires pour déterminer le montant des dépenses de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette qui est admissible aux subventions à allouer aux régies régionales sous forme d'enveloppes globales par programme.

Le ministre doit prévoir dans ces règles budgétaires le versement de subventions visant à atteindre l'équité interrégionale.

Les règles budgétaires prévoient en outre l'allocation de subventions à d'autres personnes et organismes qui y sont admissibles

et qui remplissent une obligation particulière résultant de la présente loi ou d'une entente conclue conformément à celle-ci.

318. Le ministre établit annuellement des règles budgétaires particulières applicables aux régies régionales quant à l'allocation des budgets aux établissements et à l'octroi des subventions aux organismes communautaires visés par la présente loi.

319. Les règles budgétaires visées aux articles 317 et 318 peuvent prévoir que l'allocation d'une subvention :

1° peut être faite sur la base de normes générales visant tous ceux qui y sont admissibles ou sur la base de normes particulières ne visant que certains d'entre eux;

2° peut être assujettie à des conditions générales applicables à tous ceux qui y sont admissibles ou à des conditions particulières applicables à l'un ou à certains d'entre eux;

3° peut être assujettie à l'autorisation du ministre;

4° peut n'être faite qu'à un ou à certains de ceux qui y sont admissibles.

320. Les règles budgétaires peuvent aussi porter sur :

1° l'utilisation des revenus qui peuvent être perçus et des contributions financières qui doivent être exigées conformément à la présente loi et de leur incidence sur le calcul ou le paiement des subventions;

2° la fréquence des versements et autres modalités de paiement d'une subvention.

321. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, accorder au nom du gouvernement une subvention à toute régie régionale ou à tout établissement public pour pourvoir, en tout ou en partie, sur les sommes votées annuellement à cette fin par le Parlement, au paiement en principal et intérêts de tout emprunt contracté ou à contracter par la régie régionale ou par l'établissement public.

La régie régionale ou l'établissement public doit affecter le produit de l'emprunt visé au premier alinéa au paiement des dépenses d'investissement et de service de la dette pour ces dépenses d'investissement, au paiement des emprunts affectés aux fins de ces dépenses ou au paiement des frais et des dépenses afférents à cet emprunt.

Le ministre peut déposer auprès du ministre des Finances, pour être gérés par lui, tous les montants destinés au paiement du capital de l'emprunt contracté par cette régie régionale, cet établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 323 pour former un fonds d'amortissement aux fins d'acquitter, à même ces montants et aux échéances prévues à l'emprunt, le capital de cet emprunt et, à même les produits ou revenus de ce fonds, les emprunts de toute régie régionale, de tout établissement public ou de la Corporation.

322. Le ministre peut retenir ou annuler tout ou partie du montant d'une subvention destinée à une régie régionale, à un établissement public, à un établissement privé conventionné ou à un organisme communautaire en cas de refus ou de négligence de sa part d'observer l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements qui lui est applicable.

Toutefois, le ministre ne peut retenir ou annuler une subvention accordée en vertu de l'article 321 concernant le paiement en capital et intérêts de tout emprunt dûment autorisé d'une régie régionale ou d'un établissement public.

323. Le ministre peut, aux conditions qu'il détermine, assumer l'exécution de toute obligation de la Corporation d'hébergement du Québec, corporation qui est constituée dans un but exclusivement charitable, ou accorder, au nom du gouvernement, une subvention de même nature que celle visée à l'article 321 pour pourvoir au paiement de tout emprunt de cette corporation, lorsque cet emprunt ou cette obligation est fait directement ou indirectement pour l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° acquérir, construire ou transformer un immeuble utilisé ou à être utilisé par un établissement, une régie régionale ou toute autre personne, association ou corporation spécialement désignée par le ministre;

2° administrer et maintenir un tel immeuble et acquérir ou obtenir, par contrat d'approvisionnement, le mobilier et l'équipement nécessaires dans un tel immeuble et tous les autres services pouvant être requis;

3° assurer le financement de ces activités.

Le ministre peut également déterminer le personnel du ministère de la Santé et des Services sociaux qui sera affecté au fonctionnement de la Corporation d'hébergement du Québec et pourvoir à ses besoins d'équipement et de locaux pour ses opérations.

324. La Corporation d'hébergement du Québec doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le gouvernement ou le ministre peut prescrire.

Cette corporation doit, en outre, fournir en tout temps au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

325. Les livres et les comptes de la Corporation d'hébergement du Québec sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel de la corporation.

326. Le ministre peut, s'il estime que l'intérêt public et les besoins d'une région le justifient, conclure avec un établissement privé une convention à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1° le rémunérer, pour les services de santé et les services sociaux qu'il dispense conformément à la convention, à un taux forfaitaire que le gouvernement fixe pour toute catégorie de centres ou de services qu'il désigne;

2° lui rembourser tout ou partie des dépenses qu'il fait et qui sont admissibles à l'allocation de subventions conformément aux règles budgétaires visées à l'article 318.

327. Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor et aux conditions que ce dernier détermine, négocier et accepter des modalités applicables à l'ensemble des conventions de financement conclues en vertu du paragraphe 2° de l'article 326 et auxquelles, sous réserve d'exceptions prévues par le ministre, tout établissement privé conventionné sera soumis.

328. Afin de faciliter la gestion administrative et financière des établissements publics et privés conventionnés et des régions régionales, le ministre publie et tient à jour un manuel de gestion financière qui contient notamment :

1° les principes directeurs applicables à la tenue des livres et comptes;

2° la description des éléments du budget global;

3° la classification et la définition des centres d'activités;

4° le regroupement des données financières et opérationnelles par centre d'activités;

5° des notes d'orientation de comptabilisation et de relevé de données;

6° les éléments du rapport financier annuel.

SECTION V

RÈGLEMENTATION

329. Le ministre peut, avec l'approbation du Conseil du trésor, prendre des règlements applicables aux établissements, aux régies régionales et à la Corporation d'hébergement du Québec visée à l'article 323 sur les normes, les conditions et sur la procédure à suivre pour les approvisionnements, les achats en commun et les mandats donnés à cette fin, les constructions d'immeubles, les aliénations de biens, les locations d'immeubles et les contrats relatifs à ces matières.

330. Le ministre peut, dans un règlement pris en vertu de l'article 329, déterminer les cas dans lesquels son approbation ou celle de la régie régionale est requise.

331. Le ministre peut également, pour l'application d'un tel règlement, édicter des formules type de contrat ou autres documents standard dont il assure la délivrance.

332. Le ministre édicte des règlements pour déterminer le mode de convocation et la procédure de la séance publique que doit tenir une régie régionale ainsi que la procédure qui doit être suivie pour la nomination des membres d'un collège régional.

SECTION VI

POUVOIRS DE SURVEILLANCE

§ 1.—*Inspection*

333. Une personne autorisée par écrit par le ministre à faire une inspection peut, à tout moment raisonnable, pénétrer dans tout lieu, autre qu'un cabinet privé de professionnel, où elle a raison de croire que des opérations ou des activités pour lesquelles un permis est exigé en vertu de la loi sont exercées, de même que dans tout centre afin de constater si la présente loi et les règlements sont respectés.

Cette personne doit, si elle en est requise, exhiber un certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

§ 2.—*Administration provisoire*

334. Le ministre peut, pour une période d'au plus 120 jours, administrer, aux lieu et place du conseil d'administration, les établissements d'un territoire de centre local de services communautaires, les établissements d'un territoire de centre de services sociaux, un établissement qui exploite un centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire ou un établissement reconnu institut universitaire :

1° si un établissement ne détient pas de permis, n'est plus dans les conditions requises pour obtenir un permis ou si son permis a été annulé conformément à la présente loi;

2° si le permis d'un établissement a été suspendu conformément à la présente loi et s'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les 30 jours de la date à laquelle elle a eu lieu;

3° si un établissement s'adonne à des pratiques ou tolère une situation susceptibles de compromettre la santé ou le bien-être des personnes que l'établissement accueille ou pourrait accueillir ou qui sont incompatibles avec la poursuite de ses fins;

4° lorsqu'il estime qu'il y a eu faute grave, notamment malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif ou si ce conseil ou ce comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi, notamment en faisant des dépenses qui ne sont pas prévues au budget d'un établissement ou qui n'ont pas été spécialement autorisées conformément à la présente loi.

Le premier alinéa s'applique, en l'adaptant, à un établissement privé conventionné.

335. Le ministre peut également assumer pour une période d'au plus 120 jours l'administration d'une régie régionale lorsqu'il estime qu'il y a eu faute grave, notamment malversation, abus de confiance ou autre inconduite d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou du comité administratif ou si ce conseil ou comité a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

336. Le délai de 120 jours peut être prolongé par le gouvernement pour toute période qu'il détermine pourvu que le délai additionnel n'excède pas 90 jours.

337. Le ministre doit, lorsqu'il assume l'administration provisoire visée aux articles 334 ou 335, faire au gouvernement, dans les meilleurs délais, un rapport provisoire de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

338. Le ministre doit, avant de soumettre le rapport provisoire au gouvernement, donner au conseil d'administration visé à l'article 334, à la régie régionale ou à l'établissement privé conventionné, selon le cas, l'occasion de faire valoir son point de vue.

Le ministre doit joindre à son rapport un résumé des représentations que le conseil d'administration, la régie régionale ou l'établissement privé conventionné lui a faites.

339. Lorsque le ministre assume l'administration provisoire conformément à la présente sous-section, les pouvoirs du conseil d'administration visé à l'article 334, ceux de la régie régionale ou ceux de l'établissement privé conventionné, selon le cas, sont suspendus et le ministre en exerce les pouvoirs.

340. Toute personne qui, sous l'autorité du ministre assume, le cas échéant, l'administration provisoire visée aux articles 334 ou 335 ne peut être poursuivie en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE II

LE GOUVERNEMENT

SECTION I

MESURES ADMINISTRATIVES

341. Le gouvernement peut, si le rapport provisoire fait par le ministre en application de l'article 337 confirme l'existence de l'une des situations prévues aux articles 334 ou 335:

1° assortir le permis de l'établissement des restrictions et conditions qu'il juge appropriées;

2° prescrire un délai durant lequel il doit être remédié à toute situation prévue aux articles 334 ou 335;

3° ordonner au ministre de continuer son administration ou de l'abandonner pour ne la reprendre que si le conseil d'administration

visé à l'article 334, la régie régionale ou l'établissement privé conventionné, selon le cas, ne se conforme pas aux conditions que le gouvernement a imposées conformément aux paragraphes 1° ou 2°.

De plus, le gouvernement ordonne au ministre de lui faire un rapport définitif dès qu'il constate que la situation prévue aux articles 334 ou 335 a été corrigée ou que cette situation ne pourra être corrigée.

342. Le gouvernement peut, après avoir reçu le rapport définitif du ministre, prendre l'une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° mettre fin à l'administration provisoire à la date qu'il fixe ;

2° déclarer déchus de leurs fonctions les membres du conseil d'administration visé à l'article 334 ou ceux de la régie régionale ou les membre du conseil d'administration ou l'administrateur d'un établissement privé conventionné, selon le cas, et pourvoir à la nomination ou à l'élection de leurs remplaçants ;

3° exercer tout pouvoir qui lui est conféré par l'article 341.

343. Le gouvernement peut, sur la recommandation du ministre, nommer un contrôleur chargé d'assurer la bonne utilisation des fonds publics accordés à un établissement ou à une régie régionale qui n'exerce pas un contrôle budgétaire adéquat.

Lorsqu'un contrôleur est nommé conformément au présent article, ses pouvoirs sont déterminés par le décret de nomination et toute personne qui exerce des fonctions administratives dans l'établissement ou la régie régionale est tenue de se soumettre aux directives de ce contrôleur dans les limites des pouvoirs qui lui sont attribués.

Aucun engagement ne peut être pris au nom de l'établissement ou de la régie régionale ni aucun déboursé effectué sans le contreseing de ce contrôleur. Tout engagement pris en non conformité du présent alinéa est nul.

344. Le gouvernement peut charger une personne qu'il désigne d'enquêter sur quelque matière se rapportant à la qualité des services de santé ou des services sociaux ainsi qu'à l'administration, à l'organisation et au fonctionnement d'un établissement ou d'une régie régionale.

La personne ainsi désignée est investie, aux fins de l'enquête, de l'immunité et des pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer l'emprisonnement.

345. Le gouvernement peut, pendant ou après la tenue d'une enquête ou après la nomination d'un contrôleur, ordonner que tout ou partie des fonctions ou pouvoirs d'un conseil d'administration visé à l'article 334, d'une régie régionale ou d'un établissement privé conventionné soient suspendus pour une période d'au plus six mois et nommer un administrateur qui exerce les fonctions et pouvoirs ainsi suspendus.

L'administrateur nommé par le gouvernement peut, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, annuler une décision prise avant sa nomination en vertu des pouvoirs qui ont été suspendus.

Le gouvernement peut prolonger la suspension et le mandat de l'administrateur pour une période d'au plus six mois.

346. Un administrateur nommé par le gouvernement ne peut être poursuivi en justice pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

347. Le gouvernement détermine à chaque année le nombre de postes de stagiaires disponibles dans les programmes de formation médicale post-doctorale. Ce nombre comprend :

1° les stages de formation en omnipratique ou en médecine de famille;

2° les autres stages de formation requis pour l'une ou l'autre des spécialités reconnues dans un règlement pris en application de la Loi médicale.

Le gouvernement peut, en vue de favoriser la répartition qu'il estime rationnelle des ressources médicales entre les régions, autoriser à chaque année certains des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, conditionnellement à l'acceptation par les stagiaires d'un engagement assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à oeuvrer pour une période maximale de quatre ans dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre. Ces postes ne peuvent excéder 25% du nombre de postes qui, parmi l'ensemble des postes prévus au paragraphe 2° du premier alinéa, sont destinés à de nouveaux stagiaires.

Lorsqu'un poste visé au deuxième alinéa n'est pas comblé, il devient automatiquement un poste de stagiaire en formation d'omnipratique ou de médecine de famille sans être assorti d'un engagement à oeuvrer dans une région ou pour un établissement déterminé.

Le gouvernement peut en outre, s'il le juge opportun, autoriser certains postes supplémentaires de stagiaires dans les programmes de formation médicale post-doctorale destinés aux étudiants diplômés d'une université ou école située hors du Canada et des États-Unis conditionnellement à l'acceptation par les stagiaires d'un engagement assorti d'une clause pénale, le cas échéant, à oeuvrer pour une période de quatre ans dans la région ou pour l'établissement déterminé par le ministre.

Le nombre de postes visé au deuxième alinéa est déterminé après consultation par le ministre de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, des doyens des facultés de médecine du Québec et des régies régionales des régions où les stagiaires doivent oeuvrer.

SECTION II

RÈGLEMENTATION

§ 1.—*Application de la présente loi*

348. Le gouvernement peut par règlement :

1° déterminer, selon les catégories de centres et, le cas échéant, selon les classes auxquelles ils appartiennent, les directions, les services et les départements que le plan d'organisation doit prévoir, les fonctions que le chef de chacun de ceux-ci doit remplir et, le cas échéant, ses qualifications ainsi que la forme du plan d'organisation, les éléments qu'il doit contenir et les méthodes ou règles suivant lesquelles il doit être élaboré;

2° prescrire les conditions et les modalités de constitution du comité de vérification, déterminer ses fonctions et pouvoirs, ses règles de fonctionnement, sa composition, les qualifications de ses membres et leur mode de nomination;

3° déterminer, selon les catégories de centres ou, le cas échéant, les classes de centres qui doivent procurer des services d'urgence aux bénéficiaires qui requièrent de tels services, prescrire les cas où un bénéficiaire a droit de recevoir des services d'urgence et, s'il y a lieu, déterminer les soins et les services qu'ils comprennent et fixer la durée maximale d'occupation d'un lit par un bénéficiaire dans un service d'urgence;

4° déterminer, aux fins du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 93, les cas dans lesquels la sélection et l'engagement de certains membres du personnel relèvent de l'autorité du conseil d'administration de l'établissement;

5° déterminer le montant minimum de l'assurance responsabilité qu'un médecin ou un dentiste doit détenir en vertu de l'article 145;

6° déterminer les conditions et les mesures d'hygiène et de sécurité qui doivent être respectées ou prises, selon le cas, dans un établissement;

7° déterminer les règlements qu'une régie régionale ou un établissement peut ou doit édicter;

8° déterminer les renseignements relatifs aux états financiers qu'une régie régionale ou un établissement public doit présenter lors de la séance annuelle d'information qu'il tient et la forme dans laquelle ils doivent être présentés;

9° prévoir la création des systèmes et des comités d'admission par les établissements ou les régies régionales, ainsi que leur fonction et leur composition minimale;

10° déterminer, dans le cas d'une régie régionale, la forme du plan régional des effectifs médicaux et dentaires, les éléments qu'il doit contenir et les méthodes ou règles suivant lesquelles il doit être élaboré;

11° déterminer, aux fins de l'élaboration d'un plan régional des effectifs médicaux et dentaires ou d'un plan d'organisation, les méthodes ou règles relatives au calcul des effectifs médicaux et dentaires, lesquelles peuvent varier selon les régions, les catégories de centres ou les classes auxquelles appartiennent ces centres, le cas échéant, et selon les activités qui y sont exercées;

12° déterminer la forme et la teneur de la demande de délivrance ou de renouvellement d'un permis, les qualités requises de la personne qui sollicite un permis ou son renouvellement, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements et documents qu'elle doit fournir;

13° déterminer le nombre de bénéficiaires qu'une ressource de type familial peut accueillir et le genre de services qu'elle peut offrir à ces bénéficiaires;

14° déterminer, aux fins de l'article 208, les autres ressources intermédiaires qu'un établissement peut développer, les activités qui peuvent y être exercées, les catégories de bénéficiaires qui peuvent recevoir les services dispensés par ces ressources, de même que les catégories de centres qui peuvent développer de telles ressources;

15° déterminer les conditions quant au nombre maximum de personnes qu'un organisme communautaire peut héberger et la durée moyenne de leur séjour.

349. Le gouvernement peut par règlement :

1° déterminer des normes relatives à la constitution et à la tenue des dossiers des bénéficiaires, aux éléments et aux pièces qui y sont contenus ainsi qu'à leur consultation et à leur transfert ;

2° déterminer les catégories de bénéficiaires pour lesquels des plans de service ou des plans d'intervention doivent être élaborés ;

3° déterminer les conditions et modalités d'enregistrement, d'inscription, d'admission, de transfert ou de sortie des bénéficiaires dans un centre ou dans une ressource intermédiaire.

350. Le gouvernement peut, par règlement applicable aux centres hospitaliers et, le cas échéant, aux centres d'hébergement et de soins de longue durée :

1° déterminer le mode de nomination du chef de département de pharmacie et des pharmaciens ainsi que la personne ou l'autorité qui les nomme ;

2° prévoir la désignation d'une personne responsable des activités qui doivent être exercées dans les départements cliniques de radiologie et de laboratoires de biologie médicale et dans le département de pharmacie, déterminer les fonctions et qualifications requises de cette personne, son mode de nomination ainsi que la personne ou l'autorité qui la nomme ;

3° déterminer les modalités suivant lesquelles les responsabilités d'un chef de département clinique peuvent être exercées ;

4° déterminer la teneur du formulaire de demande de nomination qu'un médecin, un dentiste ou un pharmacien doit remplir, les statuts que le conseil d'administration peut leur accorder, les conditions auxquelles ces statuts sont accordés, les attributions rattachées à ces statuts, ainsi que les normes relatives à l'octroi de privilèges à un médecin ou à un dentiste ;

5° déterminer les comités que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens doit constituer, leurs fonctions, des normes relatives à leur composition, au mode de nomination de leurs membres, au fonctionnement des comités, ainsi que des normes relatives à la constitution, à la communication et à la personne responsable de la conservation des dossiers de ces comités ;

6° déterminer la procédure selon laquelle des mesures disciplinaires peuvent être prises par le conseil d'administration à l'égard d'un médecin, d'un dentiste ou d'un pharmacien, et les circonstances dans lesquelles ces mesures peuvent être imposées;

7° déterminer la personne ou l'autorité qui peut suspendre les privilèges d'un médecin ou d'un dentiste, ou le statut d'un pharmacien, en cas d'urgence, ainsi que la procédure applicable lors d'une telle suspension;

8° prescrire l'obligation pour le conseil d'administration de constituer un comité consultatif à la direction générale, déterminer les fonctions et pouvoirs de ce comité, ses règles de fonctionnement, sa composition, les qualifications de ses membres et leur mode de nomination.

351. Le gouvernement peut, par règlement applicable à toute catégorie de centres autre qu'un centre hospitalier:

1° déterminer le mode de nomination des chefs des directions, services ou départements visés au paragraphe 1° de l'article 348 ainsi que la personne ou l'autorité qui les nomme;

2° identifier des directions, services ou départements pour lesquels le plan d'organisation, au lieu de prévoir leur formation, peut prévoir la désignation d'une personne responsable des activités qui doivent y être exercées, déterminer les fonctions et les qualifications requises de cette personne, son mode de nomination ainsi que la personne ou l'autorité qui la nomme.

352. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes et barèmes qui doivent être suivis par les régies régionales, les établissements publics et les établissements privés conventionnés pour:

1° la sélection, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux directeurs généraux et aux cadres supérieurs et intermédiaires;

2° la rémunération et les autres conditions de travail applicables aux autres membres du personnel, compte tenu des conventions collectives en vigueur.

Le gouvernement peut établir par règlement, pour les personnes visées aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa qui ne sont pas régies par une convention collective, une procédure de recours dans les cas de congédiement, de non-réengagement ou de résiliation

d'engagement autres que ceux résultant d'un recours en déchéance de charge. Ce règlement peut en outre prescrire une procédure de règlement des mésententes relatives à l'interprétation et à l'application des conditions de travail qu'il établit. Enfin ce règlement peut prévoir le mode de désignation d'un arbitre et les mesures que ce dernier peut prendre après l'audition des parties.

353. Le gouvernement peut, par règlement, déterminer les normes applicables à un cadre supérieur ou à un cadre intermédiaire d'une régie régionale ou d'un établissement public en matière de conflit d'intérêts de même que les normes applicables à un tel cadre supérieur en matière d'exclusivité de fonctions.

Un cadre supérieur ou un cadre intermédiaire, le cas échéant, ne peut sous peine de suspension contrevenir à l'une des normes édictées en vertu du premier alinéa.

354. Le gouvernement peut, par règlement, établir les mesures que doit prendre un établissement, une régie régionale, ainsi que les personnes qui y occupent un emploi ou y exercent une occupation, pour prévenir ou faire cesser les conflits d'intérêts auxquels peuvent donner lieu l'octroi de contrats entre un établissement ou une régie régionale et une personne ou une entreprise à l'égard de laquelle ces personnes ont un intérêt direct ou indirect.

355. Le gouvernement peut, par règlement, pour la région qu'il indique, désigner parmi les établissements reconnus en vertu du paragraphe *f* de l'article 113 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) ceux qui sont tenus de rendre accessibles en langue anglaise, aux personnes visées à l'article 13, les services de santé et les services sociaux qu'ils dispensent.

§ 2.—*Normes relatives à la contribution des bénéficiaires*

356. Le gouvernement détermine, par règlement, la contribution qui peut être exigée pour les bénéficiaires qui sont hébergés dans un centre exploité par un établissement ou qui sont pris en charge par une ressource de type familial.

Le montant de la contribution peut varier suivant les circonstances ou les besoins identifiés par règlement. La contribution est exigée par un établissement ou par le ministre. Les bénéficiaires eux-mêmes sont tenus de la verser; toutefois, dans le cas d'un bénéficiaire mineur, la contribution peut être exigée de son père, de sa mère ou de toute autre personne déterminée par le règlement; dans

le cas d'un bénéficiaire marié, la contribution peut être exigée de son conjoint et dans le cas d'un membre d'une communauté religieuse, la contribution peut être exigée de sa communauté.

357. Le ministre ou un établissement désigné par règlement peut, à la demande d'une personne de qui est exigé le paiement d'une contribution en vertu de l'article 356, exonérer cette personne du paiement de cette contribution, selon les modalités et dans les circonstances déterminées par règlement.

358. Le gouvernement détermine, par règlement, le montant d'allocation de dépenses personnelles qui doit être laissé mensuellement à un bénéficiaire hébergé dans un centre exploité par un établissement ou pris en charge par une ressource de type familial.

359. Le gouvernement peut, dans un règlement pris en vertu des articles 356, 357 ou 358 :

1° prescrire l'indexation automatique de tout ou partie des montants fixés dans ce règlement, suivant l'indice qui y est prévu ;

2° prévoir une contribution financière différente selon que le bénéficiaire ou la personne de qui le paiement de la contribution financière peut être exigé est ou n'est pas un résident du Québec et définir, à cette fin, l'expression « résident du Québec ».

360. Un bénéficiaire ou toute personne de qui peut être exigé le paiement d'une contribution financière ne doit pas avoir, dans les deux années précédant l'hébergement ou la prise en charge du bénéficiaire, renoncé à ses droits, disposé d'un bien ou d'un avoir liquide sans juste considération ou les avoir dilapidés de manière à se rendre admissible à une exonération de paiement ou de manière à ce qu'une contribution inférieure à celle qui lui aurait autrement été demandée lui soit exigée.

Le ministre ou l'établissement visé à l'article 357 peut, lorsqu'il y a violation des dispositions du premier alinéa, dans la mesure et aux conditions prévues par règlement, intenter un recours en recouvrement de la valeur des droits, des biens ou des avoirs liquides dont un tiers a profité lors de la renonciation, de l'aliénation ou de la dilapidation, après avoir soustrait la juste considération versée par celui-ci. Il peut en outre prendre toute autre mesure prévue à un tel règlement.

361. Toute personne peut en appeler devant la Commission des affaires sociales de toute décision concernant l'exonération d'un paiement demandée conformément à l'article 357.

362. Un établissement qui exploite un centre de réadaptation pour les jeunes en difficulté d'adaptation ne peut utiliser des sommes provenant du fonds consolidé du revenu pour dispenser des services à des enfants ou à des adolescents qui ne lui ont pas été confiés par l'entremise d'un établissement qui exploite un centre de services sociaux ou conformément à la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., chapitre P-34.1) ou à la Loi sur les jeunes contrevenants (L.R.C., 1985, chapitre Y-1).

Lorsque le placement d'un adolescent est effectué conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants, la contribution pour un bénéficiaire mineur établie suivant l'article 356 s'applique et toute personne de qui elle peut être exigée est tenue de la payer à moins d'être exonérée du paiement de celle-ci conformément aux dispositions des articles 357 et 361.

363. La contribution d'un bénéficiaire est payable mensuellement en un seul versement.

Elle porte intérêt au taux fixé conformément à l'article 28 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., chapitre M-31).

Un établissement ne peut faire remise de la contribution d'un bénéficiaire, ni des intérêts.

364. Toute action en recouvrement de la contribution d'un bénéficiaire se prescrit par trois ans de la date de son exigibilité.

TITRE VI

DISPOSITIONS PÉNALES

365. Quiconque contrevient à l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements du gouvernement ou du ministre commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins 250 \$ et d'au plus 1 150 \$ s'il s'agit d'une personne physique ou d'une amende d'au moins 575 \$ et d'au plus 5 750 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

Malgré le premier alinéa, tout directeur général, cadre supérieur ou cadre intermédiaire d'un établissement public, qui enfreint le premier alinéa de l'article 172, commet une infraction et est passible d'une amende égale au double de la somme ou de la valeur de l'avantage qu'il a reçu.

366. Quiconque omet ou refuse de fournir les renseignements, rapports ou autres documents dont la communication est exigée en application de la présente loi, commet une infraction.

367. Quiconque fournit sciemment au ministre, à l'inspecteur général ou à tout autre personne, des renseignements, rapports ou autres documents dont la communication est exigée en application de la présente loi et qui sont faux ou trompeurs, commet une infraction.

368. Quiconque omet ou refuse de tenir un livre ou un registre exigé en application de la présente loi ou d'y faire une inscription requise, commet une infraction.

369. Quiconque entrave l'exercice des fonctions d'une personne qui procède à une inspection, une enquête ou une vérification faite en application de la présente loi, commet une infraction.

370. Lorsqu'une corporation commet une infraction à la présente loi ou à un règlement, tout administrateur, employé ou agent de cette corporation qui a prescrit ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti, acquiescé ou participé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la même peine que celle qui est prévue pour la corporation, que celle-ci ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

371. Toute personne qui, par son acte ou son omission, en aide une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, si elle savait ou aurait dû savoir que son acte ou son omission aurait comme conséquence probable d'aider à la commission de l'infraction.

372. Toute personne qui, par des encouragements, des conseils ou des ordres, en amène une autre à commettre une infraction peut être déclarée coupable de cette infraction comme si elle l'avait commise elle-même, ainsi que de toute autre infraction que l'autre commet en conséquence des encouragements, des conseils ou des ordres, si elle savait ou aurait dû savoir que ceux-ci auraient comme conséquence probable la commission de l'infraction.

373. Les poursuites intentées en vertu du présent titre sont prises par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

TITRE VII

MODE DE REMPLACEMENT DU RÉGIME ANTÉRIEUR

CHAPITRE I

CONTINUITÉ DES PERSONNES MORALES

SECTION I

LES ÉTABLISSEMENTS

374. Tout établissement constitué en corporation en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) ou qui résulte d'une fusion ou conversion faite en vertu de cette loi continue son existence et est réputée, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), être un établissement constitué en corporation en vertu de la présente loi.

Les droits, obligations et actes de cet établissement ne sont pas touchés par la continuation. Ils demeurent en vigueur et conservent leurs effets dans la mesure où ils sont compatibles avec la présente loi.

375. Si l'établissement continué exploitait un centre hospitalier de soins de courte durée, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exploiter un centre hospitalier général et spécialisé au sens de la présente loi sauf si ce centre est classé par le ministre centre hospitalier universitaire en vertu de l'article 34 ou centre hospitalier psychiatrique en vertu de l'article 35.

Afin d'effectuer les modifications nécessaires pour l'application du premier alinéa, des lettres patentes supplémentaires sont délivrées conformément à l'article 216.

376. Si l'établissement continué exploitait un centre hospitalier de soins de longue durée ou un centre d'hébergement, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la continuation, d'exploiter un centre d'hébergement et de soins de longue durée au sens de la présente loi.

Afin d'effectuer les modifications nécessaires pour l'application du premier alinéa, des lettres patentes supplémentaires sont délivrées conformément à l'article 216.

377. Si l'établissement continué exploitait un centre de réadaptation, il est réputé avoir pour objet, à compter du jour de la

continuation, d'exploiter un centre de réadaptation appartenant à l'une ou plusieurs des classes prévues à l'article 36 et déterminées par le ministre.

Afin d'effectuer les modifications nécessaires pour l'application du premier alinéa, des lettres patentes supplémentaires sont délivrées conformément à l'article 216.

378. Un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 39 continue ses activités conformément à la présente loi à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) et est réputé avoir pour objet, à compter de ce jour, d'exploiter un centre appartenant à l'une ou plusieurs des catégories mentionnées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 24.

Le premier alinéa des articles 375, 376 et 377 s'appliquent à cet établissement en les adaptant.

379. Toute disposition de l'acte constitutif d'un établissement visé à l'article 378 qui est inconciliable avec une disposition de la présente loi est inopérante et réputée remplacée, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), par la disposition correspondante de la présente loi et ce, jusqu'à ce que des lettres patentes supplémentaires aient été obtenues par l'établissement, le cas échéant.

380. Malgré toute disposition législative inconciliable, l'inspecteur général des institutions financières peut, à la demande de l'établissement visé à l'article 378 et avec l'autorisation écrite du ministre, délivrer des lettres patentes supplémentaires pour remplacer les dispositions des documents constitutifs de cet établissement par les dispositions correspondantes de la présente loi ou pour abroger des dispositions de ces documents constitutifs pour lesquelles il n'existe aucune disposition correspondante dans la présente loi.

L'inspecteur général fait publier ces lettres patentes supplémentaires à la *Gazette officielle du Québec*, avec un avis indiquant la date de leur prise d'effet.

381. Dans le cas où l'établissement visé à l'article 380 a été constitué par loi spéciale, l'Éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de la prise d'effet des lettres patentes supplémentaires délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles remplacent ou qu'elles abrogent.

382. La requête visée dans l'article 380 doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de l'établissement. Elle doit être appuyée d'un règlement adopté par le conseil d'administration. S'il s'agit d'un établissement visé à l'article 221, ce règlement doit en outre être approuvé conformément à cet article.

383. Malgré le paragraphe 1° de l'article 39, un établissement, titulaire d'un permis le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) et constitué en corporation sans but lucratif avant le 1^{er} janvier 1974, demeure un établissement privé lorsque les sommes qu'il reçoit, le cas échéant, et qui proviennent du fonds consolidé du revenu ne couvrent pas plus de 80 pour cent des montants nets qu'il recevrait s'il était un établissement public au titre de ses dépenses courantes de fonctionnement.

384. Les établissements publics continuent d'être administrés par les conseils d'administration formés en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par des conseils d'administration formés en vertu du chapitre II du présent titre.

385. Malgré les articles 42, 43 et 384, un établissement public visé au paragraphe 1° de l'article 39 qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée, le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) est représenté et ses affaires sont administrées par le conseil d'administration formé suivant son acte constitutif, s'il remplit les conditions suivantes:

1° si cette corporation est une communauté religieuse ou une corporation créée en vertu de la loi constitutive de cette communauté religieuse ou d'une loi particulière qui lui est applicable;

2° si les actifs immobiliers qui servent à l'exploitation du centre étaient le 21 décembre 1977 la propriété d'une telle corporation;

3° si une autorisation écrite du ministre lui a été donnée à cet effet.

Ce conseil d'administration demeure, toutefois, assujetti aux autres dispositions non incompatibles de la présente loi et des règlements relatives au conseil d'administration d'un établissement public.

SECTION II

LES CONSEILS DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LES RÉGIES RÉGIONALES

386. Tout conseil de la santé et des services sociaux existant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) continue son existence en vertu de la présente loi sur son territoire et est, à compter de ce jour, une régie régionale instituée en vertu de la présente loi.

387. Malgré l'article 260, les membres du conseil d'administration d'une régie régionale visée à l'article 386 demeurent en fonction jusqu'à ce que le nouveau conseil d'administration de celle-ci soit formé conformément aux dispositions du chapitre II du présent titre.

388. La régie régionale exerce toutes les fonctions qui lui sont dévolues par la présente loi. Elle n'exerce toutefois celles relatives à la mise en oeuvre des programmes de santé et de services sociaux qu'à compter du moment où la compétence à l'égard de tels programmes lui est attribuée par le ministre.

CHAPITRE II

CONSEILS D'ADMINISTRATION ET COLLÈGES RÉGIONAUX

SECTION I

FORMATION DES PREMIERS CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS

389. En même temps que la publication du décret délimitant les territoires de centres locaux de services communautaires et les territoires de centres de services sociaux, le ministre donne avis à la *Gazette officielle du Québec*, du nom des établissements exploitant un centre qu'il a classé centre hospitalier universitaire ou reconnu institut universitaire dans les territoires qui y sont délimités. Cet avis indique également à quel territoire se rattachent les établissements visés à l'article 46.

Dans les 90 jours de la publication du décret et de l'avis prévus au premier alinéa, les établissements publics doivent procéder à la formation des premiers conseils d'administration conformément à la présente section.

Le ministre peut prendre toute mesure requise pour assurer la mise en place, par les établissements, de ces premiers conseils

d'administration. La régie régionale doit veiller à l'application de ces mesures.

390. Malgré l'article 49, le premier conseil d'administration des établissements publics d'un territoire de centre local de services communautaires est composé de membres des conseils d'administration de ces établissements, en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), lesquels se répartissent comme suit :

1° quatre personnes élues par une assemblée composée des membres élus en vertu du paragraphe *a* de l'article 78 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), à l'exception des membres choisis parmi les membres provenant des comités de bénéficiaires ;

2° une personne élue par une assemblée composée des membres élus en vertu du paragraphe *a* des articles 78, 79 et 82 de cette loi parmi les membres provenant des comités de bénéficiaires ;

3° deux personnes nommées par la régie régionale et choisies parmi les membres déjà nommés par le conseil régional en vertu du paragraphe *b* des articles 78, 79 et 82 de cette loi ;

4° deux personnes nommées par le ministre et choisies parmi les membres déjà nommés par lui en vertu du paragraphe *c* des articles 78, 79 et 82 de cette loi.

Font aussi partie du conseil d'administration, quatre autres personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa.

Si aucune des personnes nommées ou élues suivant les paragraphes 1° à 4° du premier alinéa n'est âgée de 65 ans ou plus, une des personnes visées au deuxième alinéa doit être âgée de 65 ans ou plus.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 de la présente loi et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, une personne visée au paragraphe 1° du premier alinéa est nommée par les membres de cet établissement. Il ne peut être ainsi nommé plus de trois personnes. S'il existe plus de trois établissements de cette nature, trois personnes sont élues par une assemblée constituée de personnes représentant chacune un de ces établissements.

391. Malgré l'article 50, le premier conseil d'administration des établissements publics d'un territoire de centre de services sociaux

est composé de membres des conseils d'administration de ces établissements, en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), lesquels se répartissent comme suit :

1° quatre personnes élues par une assemblée composée des membres élus en vertu du paragraphe *a* des articles 81 et 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), dont deux parmi les membres provenant des comités de bénéficiaires ;

2° deux personnes nommées par la régie régionale et choisies parmi les membres déjà nommés par le conseil régional en vertu du paragraphe *b* des articles 81 et 82 de cette loi ;

3° une personne nommée par le ministre et choisie parmi les membres déjà nommés par lui en vertu du paragraphe *c* des articles 81 et 82 de cette loi.

Font aussi partie de ce conseil d'administration, quatre autres personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 3° du premier alinéa, dont une après consultation d'organismes représentatifs du milieu de la justice et une après consultation d'organismes représentatifs du milieu scolaire.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 de la présente loi et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, une personne visée au paragraphe 1° du premier alinéa est nommée par les membres de cet établissement. Il ne peut être ainsi nommé plus de deux personnes. S'il existe plus de deux établissements de cette nature, deux personnes sont élues par une assemblée constituée de personnes représentant chacune un de ces établissements.

392. Malgré l'article 51, le premier conseil d'administration de chaque établissement reconnu institut universitaire ou de chaque centre hospitalier classé centre hospitalier universitaire est composé de membres des conseils d'administration de l'établissement, en fonction le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), lesquels se répartissent comme suit :

1° trois personnes élues par une assemblée composée des membres élus en vertu du paragraphe *a* de l'article 79 ou de l'article 82 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), selon le cas ;

2° deux personnes dont l'une déjà nommée par le conseil régional en vertu du paragraphe *b* de l'article 79 ou de l'article 82 de cette loi, selon le cas et l'autre nommée par la régie régionale ;

3° deux personnes déjà nommées par le ministre en vertu du paragraphe *c* de l'article 79 ou de l'article 82 de cette loi, selon le cas ;

4° une personne déjà nommée par l'université affiliée à cet établissement en vertu du paragraphe *k* de l'article 79 ou de l'article 82 de cette loi, selon le cas.

Font aussi partie de ce conseil d'administration, trois autres personnes nommées par les membres visés aux paragraphes 1° à 4° du premier alinéa, dont une sur recommandation de la fondation liée à l'établissement, le cas échéant.

Si aucune des personnes nommées ou élues suivant le premier alinéa n'est âgée de 65 ans ou plus, une des personnes visées au deuxième alinéa doit être âgée de 65 ans ou plus.

Toutefois, si un établissement est une corporation visée au paragraphe 1° de l'article 39 de la présente loi et est propriétaire de tout ou partie des actifs immobiliers qu'il exploite, deux personnes visées au paragraphe 1° du premier alinéa sont nommées par les membres de cet établissement.

393. La régie régionale fait publier à la *Gazette officielle du Québec* la liste des établissements de sa région dont les premiers conseils d'administration ont été formés conformément à la présente section.

Le quinzième jour suivant la publication de cet avis, les membres élus ou nommés conformément à la présente section entrent en fonction et le demeurent jusqu'à ce que les élections et nominations prévues aux articles 49, 50 ou 51, selon le cas, aient eu lieu.

Les premières assemblées publiques prévues à l'article 52 doivent être tenues au mois de mai de la deuxième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente loi.

SECTION II

FORMATION DES COLLÈGES RÉGIONAUX ET DES NOUVEAUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES RÉGIES RÉGIONALES

394. Dans les six mois qui suivent la formation des premiers conseils d'administration des établissements publics, il est procédé à la formation des premiers collèges régionaux conformément à la présente loi.

Ces collèges régionaux doivent, dans les 30 jours de leur formation, élire les membres des nouveaux conseils d'administration des régies régionales.

Les membres des collèges régionaux restent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été élus de nouveau ou remplacés selon la procédure établie en vertu de l'article 280. Cette élection a lieu au cours de l'année qui suit celle des premières assemblées publiques tenues conformément au troisième alinéa de l'article 393.

TITRE VIII

DISPOSITIONS FINALES

395. Aucune des dispositions de la présente loi ne peut être interprétée comme limitant les pouvoirs des comités de révision institués par l'article 41 de la Loi sur l'assurance-maladie ou des corporations professionnelles visées au Code des professions.

Les représentants des corporations professionnelles visées au Code des professions ont accès à tout centre ou installation maintenu par un établissement pour l'accomplissement des fonctions que les corporations professionnelles doivent remplir pour assurer la protection du public.

396. L'article 95 n'a d'effet à l'égard du directeur général d'un établissement public en fonction le jour de l'entrée en vigueur de la présente loi qu'à compter de la date de la prolongation ou du renouvellement, le cas échéant, de son contrat.

397. Le gouvernement du Québec est de plein droit subrogé au recours de tout bénéficiaire contre un tiers jusqu'à concurrence du coût des services assumé par lui à la suite d'un dommage causé par la faute de ce tiers.

La faute commune entraîne la réduction du montant de cette subrogation dans la même proportion que le recours du bénéficiaire.

Le ministre a le pouvoir de transiger sur toute réclamation découlant du présent article et il peut déléguer ce pouvoir.

L'assureur de la responsabilité d'un tiers ne peut se libérer de son obligation de l'indemniser de sa responsabilité découlant du présent article autrement que par paiement.

Un engagement par une personne de libérer un tiers ou son assureur de leur responsabilité découlant du présent article ou de les

en indemniser est invalide et doit être considéré comme non écrit dans toute convention, transaction ou quittance.

Les droits acquis par suite de la subrogation prévue au présent article font partie du domaine public du Québec à compter de leur naissance et sont soumis aux règles applicables aux droits qui en font partie; toutefois, le droit d'action qui en résulte se prescrit par trois ans.

398. La présente loi remplace la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5) sauf dans la mesure où elle vise le territoire du Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et le territoire du Conseil Kativik de la santé et des services sociaux.

Le titre de la Loi sur les services de santé et les services sociaux est remplacé par le suivant :

« Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris, inuit et naskapis ».

399. Le ministre de la Santé et des Services sociaux est chargé de l'application de la présente loi.

400. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
TITRE I: DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1-20
CHAPITRE I OBJECTIFS DU SYSTÈME DE SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX	1-3
CHAPITRE II DROITS À L'ÉGARD DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	4-14
CHAPITRE III CONFIDENTIALITÉ DU DOSSIER MÉDICAL OU SOCIAL	15-20
TITRE II: LES ÉTABLISSEMENTS	21-227
CHAPITRE I RÔLE DES ÉTABLISSEMENTS ET DE LEURS CENTRES	21-37
CHAPITRE II STATUT DES ÉTABLISSEMENTS	38-41
CHAPITRE III CONSEILS D'ADMINISTRATION DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS	42-91
Section I: Organisation	42-66
§ 1.— <i>Formation</i>	42-48
§ 2.— <i>Composition du conseil et mode de désignation de ses membres</i>	49-55
§ 3.— <i>Mandat et qualification des membres</i>	56-63
§ 4.— <i>Président, vice-président et secrétaire</i>	64-66
Section II: Obligations particulières	67-74
Section III: Fonctionnement	75-91
§ 1.— <i>Séances</i>	75-79
§ 2.— <i>Comités du conseil</i>	80-87
1. Comité administratif	
2. Comité d'établissements	
3. Autres comités	
§ 3.— <i>Documents et archives</i>	88-91
CHAPITRE IV ORGANISATION DES RESSOURCES HUMAINES DES ÉTABLISSEMENTS	92-146
Section I: Les directeurs	92-104
§ 1.— <i>Le directeur général</i>	92-99
§ 2.— <i>Le directeur des services professionnels</i>	100-102
§ 3.— <i>Les autres directeurs</i>	103-104

Section II:	Les conseils et comités de l'établissement	105-119
	§ 1.— <i>Le conseil consultatif du personnel clinique</i>	105-108
	§ 2.— <i>Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens</i>	109-112
	§ 3.— <i>Le comité consultatif à la direction générale</i>	113-114
	§ 4.— <i>Le comité de bénéficiaires</i>	115-119
Section III:	Les plans	120-126
Section IV:	Les départements cliniques des centres hospitaliers	127-129
Section V:	Le département de santé communautaire des centres hospitaliers	130-136
Section VI:	Dispositions applicables aux médecins, dentistes et pharmaciens	137-146
CHAPITRE V	FONCTIONS ET POUVOIRS DES ÉTABLISSEMENTS	147-200
Section I:	Les services	147-161
Section II:	Les ressources matérielles	162-174
Section III:	Les ressources financières	175-200
	§ 1.— <i>Dispositions applicables à tous les établissements</i>	175-178
	§ 2.— <i>Dispositions applicables aux établissements publics</i>	179-197
	§ 3.— <i>Dispositions applicables aux établissements privés conventionnés</i>	198-200
CHAPITRE VI	RESSOURCES INTERMÉDIAIRES	201-208
Section I:	Dispositions générales	201-202
Section II:	Ressources de type familial	203-207
Section III:	Autres ressources	208
CHAPITRE VII	RÈGLES APPLICABLES AUX ACTES CONSTITUTIFS D'ÉTABLISSEMENTS	209-227
Section I:	Dispositions générales	209-210
Section II:	Constitution d'établissement public	211-216
Section III:	Fusion et conversion	217-223
Section IV:	Intégration	224-226
Section V:	Dissolution	227
TITRE III:	LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES	228-233

TITRE IV:	INSTITUTIONS RÉGIONALES	234-288
CHAPITRE I	LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	234-275
Section I:	Dispositions générales	234-236
Section II:	Pouvoirs et fonctions	237-259
	§ 1.— <i>Fonctions et pouvoirs à l'égard de la population</i>	237-239
	§ 2.— <i>Fonctions et pouvoirs reliés aux programmes</i>	240-243
	§ 3.— <i>Fonctions et pouvoirs reliés à la coordination des services de santé et des services sociaux</i>	244-250
	§ 4.— <i>Fonctions et pouvoirs reliés aux ressources matérielles et financières</i>	251-254
Section III:	Budget de fonctionnement	255-259
Section IV:	Conseils d'administration	260-273
	§ 1.— <i>Composition</i>	260
	§ 2.— <i>Organisation</i>	261-273
Section V:	Directeur général	274-275
CHAPITRE II	LES COLLÈGES RÉGIONAUX	276-288
TITRE V:	COORDINATION, CONTRÔLE ET RÈGLEMENTATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	289-364
CHAPITRE I	LE MINISTRE	289-340
Section I:	Fonctions ministérielles	289-290
Section II:	Les permis	291-305
	§ 1.— <i>Délivrance et renouvellement</i>	291-297
	§ 2.— <i>Obligations des titulaires de permis</i>	298-299
	§ 3.— <i>Suspension, révocation et refus de renouvellement</i>	300-305
Section III:	L'agrément de certaines ressources privées aux fins d'attribution d'allocations financières	306-315
Section IV:	Le financement des services	316-328
Section V:	Réglementation	329-332
Section VI:	Pouvoirs de surveillance	333-340
	§ 1.— <i>Inspection</i>	333
	§ 2.— <i>Administration provisoire</i>	334-340

CHAPITRE II	LE GOUVERNEMENT	341-364
Section I:	Mesures administratives	341-347
Section II:	Réglementation	348-364
	§ 1.— <i>Application de la présente loi</i>	348-355
	§ 2.— <i>Normes relatives à la contribution des bénéficiaires</i>	356-364
TITRE VI:	DISPOSITIONS PÉNALES	365-373
TITRE VII:	MODE DE REMPLACEMENT DU RÉGIME ANTÉRIEUR	374-394
CHAPITRE I	CONTINUITÉ DES PERSONNES MORALES	374-388
Section I:	Les établissements	374-385
Section II:	Les conseils de la santé et des services sociaux et les régies régionales	386-388
CHAPITRE II	CONSEILS D'ADMINISTRATION ET COLLÈGES RÉGIONAUX	389-394
Section I:	Formation des premiers conseils d'administration des établissements	389-393
Section II:	Formation des collèges régionaux et des nouveaux conseils d'administration des régies régionales	394
TITRE VIII:	DISPOSITIONS FINALES	395-400